



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-065-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TARDIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

FIN DE MISE A DISPOSITION DE MATERIELS ROULANTS A LA SPL SAUMUR AGGLOBUS

Le bilan du service AVAE a été présenté à la commission du 8 décembre 2022. Les vélos à assistance électrique achetés en 2017 sont vieillissants. Le coût des réparations devenant important, la vente de ces vélos a été actée. Lors de la commission du 9 février 2023, le prix et les modalités de revente ont été fixés.

Afin de procéder à cette vente, il convient de mettre fin à la mise à disposition de ces matériels à la SPL Saumur Agglobus pour que ces vélos ne soient plus proposés à la location longue durée.

L'article L.5211-25-1 du CGCT prévoit que lorsque le bien n'est plus affecté par un EPCI au service public pour lequel il avait initialement été mis à disposition, le bien mis à disposition de la SPL Saumur Agglobus est restitué et réintégré dans le patrimoine de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour sa valeur nette comptable.

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération de décider la restitution des biens dont la liste figure en annexe à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire par le biais d'un procès-verbal de fin de mise à disposition des biens.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la délibération n°2022-093-DC du conseil communautaire du 15 septembre 2022 approuvant l'avenant 6 du contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transports de la communauté d'agglomération, dont l'annexe 8 Inventaire A (biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice) ;

Vu l'avis favorable des commission "Mobilités" du 8 décembre 2022 et du 9 février 2023 ;

Considérant l'article L.5211-25-1 du CGCT que lorsque le bien n'est plus affecté par un EPCI au service public pour lequel il avait initialement été mis à disposition, le bien mis à disposition de la SPL Saumur Agglobus est restitué et réintégré dans le patrimoine de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour sa valeur nette comptable.

Aussi,

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE DECIDER LA RESTITUTION** des biens dont la liste figure en annexe à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire par le biais d'un procès-verbal de fin de mise à disposition des biens ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer le procès-verbal ainsi que tout document relatif à ce dossier.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 39

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET CLAISSE



RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE



RÈGLEMENT D'EXPLOITATION

Applicable au 1er mai 2023

ARTICLE 1	Conseils pour bien voyager.....	5
ARTICLE 1.1	Lors de la montée dans le véhicule, pendant le voyage et lors de la descente.....	5
ARTICLE 1.2	Accès aux véhicules.....	6
Article 1.2. 1	Enfants en bas âge.....	6
Article 1.2.2	Les correspondants des élèves bénéficiant de transport scolaire.....	6
Article 1.2.3	Places réservées.....	6
Article 1.2.4	Animaux.....	6
Article 1.2.5	Objets encombrants (colis, bagages, poussettes...).....	7
Article 1.2.6	Matières et objets dangereux.....	7
Article 1.2.7	Objets perdus.....	8
Article 1.2.8	Informations.....	8
ARTICLE 2	Titres de transport.....	8
ARTICLE 2.1	Achat des titres de transport.....	9
Article 2.1.1	Conditions générales.....	9
Article 2.1.2	Les supports.....	9
ARTICLE 2.2	Validation et possession des titres de transport.....	9
ARTICLE 2.3	Utilisation irrégulière des titres de transport.....	9
ARTICLE 2.4	Contrôle des titres de transport.....	10
ARTICLE 2.5	Remboursement.....	10
ARTICLE 2.6	Non paiement des sommes dues – annulation de l’abonnement.....	10
ARTICLE 3	Interdictions et prescriptions particulières.....	11
ARTICLE 3.1	Règles de sécurité et de discipline au point d’arrêt.....	11
ARTICLE 3.2	Règles de sécurité et de discipline à bord des véhicules.....	11
Article 3.2.1	Accès à bord des véhicules.....	11
Article 3.2.2	Sécurité à bord des véhicules.....	12
Article 3.2.3	Confort à bord des véhicules.....	12
Article 3.2.4	Évacuation du véhicule.....	13
ARTICLE 3.3	Règles de sécurité diverses.....	14
ARTICLE 4	Sanctions et indemnités forfaitaires.....	14
ARTICLE 4.1	Indemnités forfaitaires.....	14
ARTICLE 4.2	Régularisation des infractions.....	15
ARTICLE 4.3	Sanctions spécifiques liées au transport des scolaires.....	15
ARTICLE 5	Obligations des représentants légaux et des adultes mandatés.....	17
ARTICLE 6	Le transport des scolaires.....	18
ARTICLE 6.1	Conditions d’accès au réseau.....	18
ARTICLE 6.2	Conditions d’accès aux services spéciaux scolaires.....	18
ARTICLE 6.3	Inscription au titre de transport scolaire.....	18
ARTICLE 6.4	Le titre de transport scolaire.....	18
ARTICLE 6.5	Utilisation de l’abonnement scolaire.....	19
ARTICLE 6.6	Les tarifs et modalités de paiement.....	19
Article 6.6.1	Les principes.....	19
Article 6.6.2	Dégressivité tarifaire.....	19
Article 6.6.3	Les modalités de paiement.....	20
Article 6.6.4	Le remboursement ou le paiement partiel du titre.....	20
ARTICLE 6.7	Les circuits et arrêts du réseau scolaire.....	21
ARTICLE 7	Le transport à la demande (TAD).....	23
ARTICLE 7.1	Liste des communes desservies par le TAD du réseau de mobilités Saumur Agglobus.....	23
ARTICLE 7.2	Fonctionnement du service de TAD.....	24
ARTICLE 7.3	Horaires de fonctionnement du service de TAD.....	24
ARTICLE 7.4	Réservation et utilisation du service de TAD.....	24
Article 7.4.1	Condition de réservation.....	24

Article 7.4.2 Modalités d'adhésion au service TAD.....	25
Article 7.4.3 Modalités de réservation au service TAD.....	25
Article 7.4.4 Traitement des demandes de réservation.....	25
ARTICLE 7.5 Prise en charge des passagers du service de TAD.....	25
Article 7.5.1 Généralités.....	25
ARTICLE 7.6 Tarifs et titres de transport.....	26
ARTICLE 7.7 Annulation des courses.....	26
Article 7.7.1 TAD Zonal : Tadaé.....	26
Article 7.7.2 TAD – Lignes en déclenchement à la demande.....	26
Article 7.7.3 Annulation par le transporteur.....	26
ARTICLE 7.8 Sanction en cas de retard ou non présentation du passager.....	26
ARTICLE 8 Le service de transport des Personnes à Mobilité Réduite (PMR).....	27
ARTICLE 8.1 Les critères d'accessibilité.....	27
ARTICLE 8.2 Les principales règles de fonctionnement.....	27
ARTICLE 8.3 Les courses.....	27
ARTICLE 8.4 Accompagnateur.....	27
ARTICLE 8.5 Prise en charge de la personne.....	28
ARTICLE 8.6 Respect des principes du service TPMR.....	28
ARTICLE 8.7 Annulation des courses.....	28
ARTICLE 8.8 Sanction en cas de retard ou non présentation du passager.....	28
ARTICLE 9 Le service location de longue durée de vélos, de trottinettes et de voitures sans permis	29
ARTICLE 9. 1 Objet du service.....	29
ARTICLE 9. 2 Offres et tarifs du service de location longue durée.....	29
ARTICLE 9. 3 Conditions d'accès au service de location longue durée.....	29
ARTICLE 9. 4 Modalités d'abonnement au service de location de longue durée.....	30
Article 9.4.1 Contrat de location.....	30
Article 9.4.2 Éléments nécessaires pour l'inscription.....	30
Article 9.4.3 Moyens d'inscription.....	30
Article 9.4.4 Durée de l'abonnement - Renouvellement.....	30
Article 9.4.5 Restitution du moyen de locomotion et des accessoires.....	31
Article 9.4.6 Fin du contrat de location du moyen de locomotion.....	31
ARTICLE 9. 5 Modalités d'utilisation.....	31
Article 9.5.1 Dispositions générales.....	31
Article 9.5.2 Dispositions spécifiques pour les contrats de location « vélos classiques étudiants ».....	32
Article 9.5.3 Dispositions spécifiques pour les contrats de location «trottinettes électriques ».....	32
Article 9.5.4 Dispositions spécifiques pour les contrats de location «vélo ».....	33
Article 9.5.5 Dispositions spécifiques pour les contrats de location «voitures sans permis».....	33
Article 9.5.6 Dispositions spécifiques pour les contrats de location « communes ».....	33
Article 9.5.7 Dispositions spécifiques pour les contrats de location «entreprises».....	33
Les entreprises du territoire pourront louer des vélos à assistance électrique logistique. Elles devront fournir un extrait Kbis de moins de 3 mois et les documents nécessaires à l'établissement de la facture. Un contrat de location sera établi dans le respect du présent règlement.....	
Article 9.5.8 Entretien des moyens de locomotion.....	33
ARTICLE 9. 6 Paiements.....	34
Article 9.6.1 Dispositions générales.....	34
Article 9.6.2 Provisions pour dépôt de garantie.....	34
Article 9.6.3 Facturation complémentaire.....	34
Article 9.6.4 Mises à jour des moyens de paiement.....	35
Article 9.6.5 Cas particulier des retards de retours.....	35
ARTICLE 9. 7 Obligations des parties.....	35
Article 9.7.1 Obligations de l'utilisateur.....	35
Article 9.7.2 Obligations de Saumur Agglobus.....	36
ARTICLE 11 Interruption ou modification des services en cas de force majeure.....	37
ARTICLE 12 Les données personnelles.....	37

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230413-2023-064-DB-DE
Date de télétransmission : 19/04/2023
Date de réception préfecture : 19/04/2023

Le présent règlement d'exploitation du réseau de transports de voyageurs Saumur Agglobus a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les voyageurs peuvent utiliser le réseau de mobilités Saumur Agglobus ainsi que leurs droits et obligations à bord des véhicules et aux points d'arrêt.

Le réseau de mobilités Saumur Agglobus se compose de la façon suivante :

- Transport urbain de Saumur ;
- Transport périurbain (horaire fixe et transport à la demande) ;
- Tadaé (transport à la demande zonal) ;
- Transports scolaires ;
- Location longue durée de vélo à assistance électrique ou musculaire ;
- Location longue durée de trottinettes électriques ;
- Location longue durée de voitures sans permis.

Ce règlement complète les textes légaux en vigueur.

Le présent règlement d'exploitation est considéré comme accepté par les voyageurs dès la montée à bord des véhicules du réseau Saumur Agglobus.

Les dispositions du présent règlement d'exploitation sont applicables à l'ensemble des services réguliers, du transport scolaire, du transport à la demande, du service de location de vélo, du service de location de trottinettes et de voitures sans permis.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se réserve la possibilité de mettre à jour le présent règlement et d'y apporter les modifications qu'elle jugerait nécessaires pour le bon fonctionnement du réseau de mobilités Saumur Agglobus et en conformité avec l'évolution de la législation.

Le règlement d'exploitation du réseau de mobilités Saumur Agglobus est consultable et disponible sur simple demande, dans son intégralité, à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, à l'agence commerciale du réseau Saumur Agglobus et disponible en téléchargement sur le site internet : www.agglobus.fr/.

Des extraits significatifs du présent règlement sont affichés et consultables dans les véhicules et dans les contrats de location.

Ce présent règlement est complémentaire aux conditions générales de vente qui regroupent l'ensemble des clauses relatives à la vente des produits du réseau de mobilités Saumur Agglobus.

Afin que votre voyage sur le réseau de mobilités Saumur Agglobus se déroule dans les meilleures conditions de confort et de tranquillité, le respect de quelques recommandations s'impose.

ARTICLE 1.1 Lors de la montée dans le véhicule, pendant le voyage et lors de la descente

Tout voyageur doit :

- Avant de monter, bien vérifier le numéro de ligne souhaitée et le nom du point d'arrêt ou du terminus qui figurent sur la girouette (affichage au-dessus du pare-brise, sur le côté et sur la vitre arrière du bus) lorsque le véhicule arrive à proximité de l'arrêt ;
- Faire un signe clair, s'il souhaite que le véhicule s'arrête, en tendant le bras franchement et assez tôt pour être vu par le conducteur/la conductrice ;
- Monter toujours par la porte avant lorsque que le véhicule est arrêté. Une signalisation spécifique apposée sur les véhicules concernés rappelle cette règle. Cependant les personnes à mobilité réduite peuvent monter par la porte médiane afin de profiter de la rampe d'accès lorsque le véhicule en est équipé, et ce sur demande auprès du conducteur. Les personnes à mobilité réduite, ainsi que leur éventuel accompagnateur, sont prioritaires à la montée ;
- Valider le titre de transport en le présentant devant le valideur billettique disposé à l'avant du véhicule, y compris les abonnements, et lors des correspondances ;
- En l'absence de tout titre de transport valable, en acheter un auprès d'un conducteur/d'une conductrice en veillant à faire l'appoint ;
- Rester en possession du titre de transport valable, validé et en bon état, durant tout le trajet pour pouvoir le montrer en cas de contrôle ;
- Se diriger ensuite vers l'arrière du véhicule afin de faciliter la montée des autres voyageurs.

Saluer le conducteur/la conductrice à cette occasion ne peut que favoriser des rapports de qualité.

Les voyageurs sont tenus de dégager les portes et le couloir central du bus pour faciliter l'accès des autres voyageurs. Ils doivent se tenir aux rampes ou barres de sécurité et poignées pour maintenir leur équilibre en cas d'accélération ou de freinage brusque, inhérents à la conduite.

De même, lors de la descente, tout voyageur doit :

- Signaler au conducteur/à la conductrice qu'il souhaite descendre au prochain arrêt en appuyant sur le bouton « arrêt demandé » au moins 100 mètres avant l'arrêt ;
- Descendre toujours par les portes médianes et/ou arrières.

Les véhicules du réseau de mobilités Saumur Agglobus ne s'arrêtent, pour permettre des montées ou des descentes, que sur des arrêts matérialisés et/ou répertoriés sur les fiches horaires du réseau Saumur Agglobus. Aucune dépose ni aucune prise en charge ne peut être faite en dehors de ces arrêts.

En cas de surnombre dans le véhicule, le conducteur/la conductrice doit refuser l'accès aux voyageurs. Le conducteur/la conductrice préviendra sa hiérarchie puis informera les voyageurs restés à quai des dispositions qui seront éventuellement mises en place (heure de passage de la desserte suivante, ou venue d'un véhicule de renfort).

Le port de la ceinture de sécurité est obligatoire dans les véhicules qui en sont équipés. L'enfant âgé de moins de 6 ans est attaché et détaché par l'accompagnateur.

Les enfants de moins de 6 ans peuvent voyager avec le titre de transport des personnes qui les accompagnent (sauf transports scolaires).

Les accompagnateurs doivent pouvoir justifier de l'âge de l'enfant, soit en présentant la carte prévue à cet effet et délivrée par Saumur Agglobus, soit en présentant une pièce d'identité de l'enfant. Dans le cas contraire et en cas de doute, le conducteur peut demander l'acquittement d'un titre de transport pour l'enfant.

Les enfants scolarisés en maternelle sur la commune de leur domicile ne sont autorisés à utiliser le service de transport que si un accompagnateur ou, exceptionnellement un bénévole majeur est présent dans le véhicule.

Article 1.2.2 Les correspondants des élèves bénéficiant de transport scolaire

Sur le réseau Saumur Agglobus, les élèves correspondants (sous réserve que l'enfant de famille d'accueil ait déjà un abonnement) peuvent utiliser le réseau gratuitement pour une durée de maximum 3 semaines. Une carte provisoire sera remise par l'agence Saumur Agglobus. **Pour un transport de plus de 3 semaines, un titre payant sera exigé.**

Il est précisé pour les services périurbains et scolaires que l'accès au véhicule se fera sous réserve des places disponibles. En cas d'insuffisance de places, il n'appartient pas à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (mais à l'établissement ou aux familles) de rechercher une solution.

Article 1.2.3 Places réservées

Des places sont réservées à bord des véhicules du réseau de mobilités Saumur Agglobus dans l'ordre de priorité ci-dessous :

- Aux mutilés de guerre ;
- Aux personnes non voyantes, invalides et infirmes civils et militaire ;
- Aux femmes enceintes ;
- Aux personnes âgées ;
- Aux personnes accompagnées d'enfants de moins de 6 ans.

Lorsque ces places réservées sont inoccupées, elles peuvent être utilisées par d'autres voyageurs. Il est donc rappelé aux voyageurs d'être attentifs aux autres et de bien vouloir céder immédiatement sa place aux ayants droit qui en font la demande directement ou par l'intermédiaire des conducteurs/des conductrices.

Les véhicules accessibles sont équipés d'une rampe d'accès rétractable et d'un espace aménagé. Cet espace aménagé est prioritairement réservé aux utilisateurs de fauteuils roulants.

Ces réservations de place ne donnent aucun droit de priorité pour l'accès dans le véhicule.

Article 1.2.4 Animaux

La présence des animaux à bord des véhicules est réglementée.

Ainsi, les animaux domestiques de petite taille sont admis lorsqu'ils sont placés dans des paniers fermés, sacs ou cages adéquats aérés et transportés sur les genoux, à condition qu'ils ne puissent ni salir ni incommoder les autres voyageurs. Le porteur de l'animal doit tenir le panier ou la cage sur les genoux et demeure entièrement responsable de son animal.

Les chiens guides de personnes aveugles, mal-voyantes ou à mobilité réduite, accompagnant leur maître, sont admis à côté de lui gratuitement sans restriction de taille, à condition d'être tenus en laisse.

L'ensemble de chiens de grande taille ne peut être admis à bord des véhicules.

043-200071876-20230413-2023-064-DB-DE
Date de télétransmission : 19/04/2023
Date de réception préfecture : 19/04/2023

Le Transporteur ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des conséquences des accidents dont les animaux auront été l'objet, ni des dommages qui leur auraient été causés.

Le propriétaire de l'animal peut, en revanche, être tenu responsable des dommages et dégâts occasionnés par ledit animal aux autres voyageurs ainsi qu'aux matériels et installations du réseau de mobilités Saumur Agglobus.

Article 1.2.5 Objets encombrants (colis, bagages, poussettes...)

Les bagages à main ou colis pouvant être transportés par une seule personne sont admis à bord des véhicules dans la mesure où leur propriétaire les conserve sur les genoux, sans gêne pour les autres voyageurs.

Les colis encombrants sont interdits à bord des véhicules du réseau de mobilités Saumur Agglobus. Sont considérés comme encombrants tous les colis dont la plus grande dimension excède 0,75 mètre et/ou d'un poids supérieur à 10 kg.

Lorsque les véhicules sont équipés de soutes à bagages, les voyageurs peuvent y déposer des objets plus volumineux.

Aucun siège ne pourra être occupé par des objets si des personnes sont debout dans le véhicule.

Les poussettes et assimilés ne sont admis à bord que tenus immobilisés, roues bloquées, aux emplacements réservés à cet effet lors du trajet et n'encombrant pas la circulation des autres voyageurs. Les poussettes et assimilés doivent être pliés aux heures de pointe, lorsque la fréquentation de la ligne l'oblige et/ou sur demande des conducteurs/des conductrices. Les enfants sont assis sur les genoux de la personne avec laquelle il voyage.

Les voyageurs munis de rollers ou skate aux pieds ; les vélos et les trottinettes non pliants sont strictement interdits à bord des véhicules du réseau de mobilités Saumur Agglobus.

Le Transporteur ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des conséquences des pertes, vols ou accidents dont les bagages et colis auront été l'objet, ni des dommages qui leur auraient été causés.

Le propriétaire de l'objet peut, en revanche, être rendu responsable des dommages et dégâts occasionnés par ledit objet aux autres voyageurs ainsi qu'aux matériels et installations du réseau de mobilités Saumur Agglobus.

Les conducteurs/les conductrices et les contrôleurs sont en droit de refuser l'admission de certains objets si ceux-ci sont susceptibles de constituer un risque d'accident ou une gêne pour les autres voyageurs.

Article 1.2.6 Matières et objets dangereux

L'introduction de matières ou objets dangereux, incommodants, infectés, toxiques, inflammables, coupant, tranchant, pointu, présentant des risques d'explosion ou d'implosion, etc.... est strictement interdite dans les véhicules du réseau de mobilités Saumur Agglobus.

Les objets qui, par leur forme, leur nature, leur odeur, leur destination, peuvent gêner, incommoder, effrayer les voyageurs, présenter des dangers ou nuire à la santé sont interdits dans les véhicules (c'est le cas, notamment, pour des armes à feu, des bouteilles de gaz, des objets pointus ou tranchants). Toute arme, et ce quelle que soit sa catégorie, est interdite à bord des véhicules du réseau de mobilités Saumur Agglobus, sauf pour les titulaires d'une autorisation de port d'armes prévue par les lois et règlements en vigueur.

Tout voyageur trouvant un objet perdu à bord d'un véhicule du réseau de mobilités Saumur Agglobus est invité à le remettre au conducteur/à la conductrice ou à l'agence commerciale Saumur Agglobus.

Les Transporteurs ne peuvent être tenus pour responsable des objets oubliés dans les véhicules y compris les objets trouvés sans leur contenu.

Les objets perdus dans le bus et trouvés par les conducteurs / conductrices, les contrôleurs et les agents de l'exploitation peuvent être récupérés tous les jours, dans les locaux de l'entreprise, aux heures d'ouverture. Ils sont conservés pendant 1 mois. Passé ce délai, ils sont donnés aux associations caritatives.

Article 1.2.8 Informations

Les informations sur le réseau de mobilités Saumur Agglobus sont disponibles :

- Auprès des contrôleurs de Saumur Agglobus
- Sur le site internet www.agglobus.fr ;
- À l'agence commerciale par téléphone au 02.41.51.11.87 ;
- À bord des véhicules du réseau de mobilités Saumur Agglobus.

ARTICLE 2 Titres de transport

Pour voyager en règle, toute personne prenant place dans un véhicule du réseau de mobilités Saumur Agglobus doit obligatoirement posséder un titre de transport valable et validé lors de la montée y compris en correspondance ;

Tout voyageur, non pourvu d'un titre de transport valable lors de sa montée à bord d'un véhicule doit obligatoirement acheter un titre de transport auprès de la personne chargée de la conduite.

Les titres de transports sont rigoureusement personnels. Ils sont valables pour tous les trajets effectués sur les services du réseau de transports en commun de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Les titres de transport sont glissants : à partir de la date de 1ère validation pour les abonnements simples et à partir de la date d'achat pour les abonnements renouvelables automatiquement.

La période d'utilisation d'un abonnement après son achat est limitée à une année. Les tickets unitaires non validés sont utilisables dans les 3 ans après leur achat.

Les clients doivent conserver leur titre de transport pendant toute la durée du trajet.

Chaque titre ou abonnement de transport n'est valable que pour la durée prévue à la grille des tarifs applicables sur le réseau de mobilités Saumur Agglobus.

La gamme tarifaire dans son intégralité est consultable :

- Sur le site internet : www.agglobus.fr ;
- À l'agence commerciale.

Un extrait de la gamme tarifaire figure à bord de l'ensemble des véhicules du réseau de mobilités Saumur Agglobus et sur les fiches horaires.

Sur les circuits scolaires, le seul titre autorisé est l'abonnement annuel scolaire, sauf sur autorisation donnée par Saumur Agglobus et sous réserve de places disponibles dans le véhicule.

Article 2.1.1 Conditions générales

Les titres et abonnements de transport valables sur le réseau de mobilités Saumur Agglobus sont disponibles, selon leur nature, sur la boutique en ligne www.agglobus.fr <http://www.agglobus.fr>, auprès de l'agence commerciale de Saumur Agglobus, des dépositaires référencés, auprès des conducteurs/conductrices ou sur une application mobile. Pour plus d'informations, consulter le site internet www.agglobus.fr.

Il est demandé aux voyageurs désireux d'acheter un titre de transport auprès du conducteur/de la conductrice, de ne régler qu'en espèces et de préparer l'appoint, conformément à l'article L.112-5 du Code Monétaire et Financier. Dans la limite de son fonds de caisse, le conducteur/la conductrice peut refuser la vente du titre de transport. Les billets au-delà de 20 € ne sont pas acceptés.

Les voyageurs sont responsables du bon état de conservation de leur titre de transport et sont tenus de l'utiliser conformément aux prescriptions d'usage, et ce durant l'intégralité du trajet

Article 2.1.2 Les supports

Les titres de transport doivent être entiers et lisibles.

Les supports de titres ne constituent pas un titre de transport en tant que tel.

Pour être en règle, le client doit charger dans son support, le ou les titre (s) de transport qui convient (-nent) à la réalisation de son déplacement.

Les supports d'abonnement seront envoyés par voie postale au domicile des demandeurs.

Seule la détérioration, la perte ou le vol de la carte nominative peuvent faire l'objet d'un service après-vente après de l'agence commerciale de Saumur Agglobus. Un duplicata est fourni contre paiement d'une somme forfaitaire prévue à la grille tarifaire. Le duplicata sera ensuite envoyé par courrier au domicile du demandeur.

Les supports anonymes ne sont ni échangeables, ni reconstituables.

ARTICLE 2.2 Validation et possession des titres de transport

Tous les voyageurs doivent valider leur titre de transport valable lors de chaque montée à bord d'un véhicule du réseau de transport Saumur Agglobus, y compris en correspondance, en le présentant devant le valideur billettique, ou auprès du conducteur/de la conductrice pour les titres à vue, quel que soit le titre ou l'abonnement utilisé, et le conserver en bon état durant tout le trajet.

L'accompagnateur des personnes à mobilité réduite est autorisé à voyager gratuitement sur la totalité du réseau Saumur Agglobus à la condition que les personnes à mobilité réduite accompagnées soient en possession d'un titre de transport valide.

Les personnes qui accompagnent des groupes d'enfants se déplaçant sur le réseau de mobilités Saumur Agglobus pendant le temps scolaire, sont autorisées à circuler gratuitement.

ARTICLE 2.3 Utilisation irrégulière des titres de transport

Il est interdit à tout voyageur, sous peine d'être considéré en situation irrégulière ou en fraude :

- D'utiliser le réseau de mobilités Saumur Agglobus sans titre de transport ;
- D'utiliser le réseau de mobilités Saumur Agglobus avec un titre de transport non valable ;
- D'utiliser le réseau de mobilités Saumur Agglobus avec un titre de transport non validé ;
- D'utiliser un titre ou un abonnement de transport ayant fait l'objet d'une modification quelconque susceptible de favoriser la fraude ;

- De faire profiter à un autre voyageur un titre de transport nominatif ;
- De profiter d'un titre de transport nominatif appartenant à un autre voyageur ;
- De refuser de payer un titre de transport lors de la montée dans un véhicule ;
- De refuser de présenter un titre de transport lors d'un contrôle ;
- De céder à titre onéreux ou gratuit un titre de transport préalablement validé ;
- De posséder un titre de transport abîmé ou incomplet.

ARTICLE 2.4 Contrôle des titres de transport

Tout voyageur est tenu de pouvoir présenter durant l'intégralité de son trajet à bord des véhicules, aux points d'arrêts ou lors de la descente des voyageurs sur simple demande du personnel habilité et assermenté à cet effet, un titre de transport valable et validé sur le réseau de mobilités Saumur Agglobus ainsi que les cartes et justificatifs donnant droit à des titres de transport à tarif réduit.

Les agents assermentés chargés du contrôle sur le réseau de mobilités Saumur Agglobus sont habilités :

- À relever les infractions au présent règlement ;
- À dresser des procès-verbaux ;
- À percevoir les montants des amendes des voyageurs en situation irrégulière ou en fraude ;
- À faire appel aux agents et officiers de police judiciaire ;
- À interdire l'accès au véhicule ou à demander de descendre du véhicule au premier point d'arrêt suivant la constatation des faits ou de quitter sans délai les espaces gérés par l'exploitant du réseau de mobilités public même si le voyageur est muni d'un titre de transport valide à :
 - Toute personne contrevenant aux dispositions tarifaires ;
 - Toute personne susceptible de compromettre la sécurité des personnes, la régularité des circulations ou de troubler l'ordre public ;
 - Toute personne refusant de se soumettre à l'inspection visuelle.

Cette dernière mesure ne peut être prise à l'encontre d'une personne vulnérable, en raison de son âge ou de son état de santé.

Tout voyageur ne pouvant présenter un titre de transport valable et validé lors d'un contrôle sera considéré en infraction et s'exposera aux sanctions prévues par les textes légaux et réglementaires.

En cas de contrôle, l'achat ou la validation d'un titre de transport valable sur le réseau de mobilités Saumur Agglobus auprès du conducteur/de la conductrice ou du contrôleur n'est pas possible.

Toute attaque, résistance avec violence ou voie de fait, ou menace à l'encontre d'un contrôleur ou du conducteur/de la conductrice exposerait le contrevenant à l'application des dispositions des articles 433-3 et suivants du Code Pénal.

Il ne peut pas être remis à un élève âgé de moins de 13 ans, une amende : celle-ci est toujours adressée par courrier au représentant légal de l'enfant.

ARTICLE 2.5 Remboursement

D'une manière générale, les titres de transport ne peuvent pas faire l'objet d'un remboursement quelle que soit la raison sauf dispositions prévues par les articles L.1222-11 et L.1222-12 du Code des transports.

ARTICLE 2.6 Non-paiement des sommes dues – annulation de l'abonnement

En cas de non-paiement des sommes dues dans le cas de la souscription d'un abonnement (chèque ou prélèvement refusé, carte bleue invalide...), Saumur Agglobus se réserve le droit de désactiver l'abonnement en cours jusqu'à régularisation du paiement. Ainsi, l'accès aux véhicules circulant sur le réseau ne sera plus possible.

Les voyageurs doivent respecter l'ordre et la tranquillité de tous sur l'ensemble du réseau de mobilités Saumur Agglobus que ce soit aux points d'arrêt, dans les véhicules ou à l'agence commerciale Saumur Agglobus.

Conformément à l'article 71 de l'arrêté du 2 juillet 1982, modifié par arrêté du 18 mai 2009 – art.1, le Transporteur se réserve le droit d'avoir recours à l'utilisation d'autobus pour le transport des usagers sur les lignes régulières et ceci dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. En effet, la circulation des autobus en exploitation et des autocars de classe II avec des passagers debout est autorisée en agglomération, telle que définie par l'article R. 110-2 du code de la route. En aucun cas la vitesse maximale des véhicules visés au présent article ne peut excéder la vitesse maximale autorisée à l'article R.413-10-III du code de la route.

ARTICLE 3.1 Règles de sécurité et de discipline au point d'arrêt

Les règles préconisées en vue d'assurer la sécurité des voyageurs et de prévenir les accidents lors de l'approche du point d'arrêt par les véhicules de transport en commun sont les suivantes :

- ◆ Être présent au point d'arrêt quelques minutes avant l'heure prévue du passage du véhicule ;
- ◆ Être en possession d'un titre de transport en cours de validité ;
- ◆ Bien observer les règles de circulation à pied entre le domicile, le point d'arrêt et le lieu de destination ;
- ◆ Ne pas chahuter en attendant le véhicule ;
- ◆ Ne pas jouer sur les aires réservées à l'arrêt du véhicule ;
- ◆ Ne pas dégrader le matériel et ne pas laisser de déchets au point d'arrêt ;
- ◆ Ne pas abandonner ou déposer, sans surveillance, des matériaux ou objets au point d'arrêt ;
- ◆ Ne pas enlever ou détériorer toute information intéressant le service de transport public de voyageurs apposée au point d'arrêt ;
- ◆ Rester en retrait à l'arrivée du véhicule, jusqu'à son arrêt complet ;
- ◆ Ne pas se précipiter sur les portes ;
- ◆ Laisser monter en priorité les personnes à mobilité réduite, ainsi que leur éventuel accompagnateur, puis les plus jeunes voyageurs. L'ensemble des voyageurs monte calmement ;
- ◆ Ne pas courir après le véhicule si celui-ci a déjà démarré.

À chaque descente du véhicule, le voyageur ne s'engage pas à traverser la chaussée tant que le véhicule est au point d'arrêt. Le voyageur se met en retrait et attend que le véhicule soit suffisamment éloigné et offre une bonne visibilité pour traverser la chaussée en toute sécurité.

La montée et la descente des voyageurs doivent s'effectuer dans le calme car c'est à ce moment-là que se produisent les accidents les plus graves.

ARTICLE 3.2 Règles de sécurité et de discipline à bord des véhicules

Article 3.2.1 Accès à bord des véhicules

Il est interdit à tout voyageur :

- D'accéder au véhicule, habillé de façon indécente ;
- D'accéder au véhicule en état d'ivresse et/ou sous l'emprise de substances pouvant agir significativement sur le comportement ainsi que dans une tenue ou un état d'hygiène susceptible d'incommoder les autres voyageurs.

Article 3.2.2 Sécurité à bord des véhicules

Il est interdit à tout voyageur :

- De monter ou descendre du véhicule autrement que par les issues réglementaires prévues à cet effet ou pendant la marche du véhicule, et ailleurs qu'aux points d'arrêt destinés à cet effet ou lorsque le véhicule n'est pas complètement arrêté ;
- De se tenir debout à l'avant du véhicule, de gêner l'accès et la circulation à bord des autres voyageurs et du personnel du Transporteur ;
- De se pencher au-dehors ou de laisser dépasser un objet à l'extérieur du véhicule ;
- De mettre un obstacle aux manœuvres des portes et des dispositifs de sécurité ;
- De se servir sans motif légitime des dispositifs d'alarme ou de sécurité ;
- De toucher aux appareils de commandes du véhicule et en particulier des signaux d'alarme et de décompression des portes ;
- De dégrader ou de mettre obstacle au bon fonctionnement des appareils mis à disposition des voyageurs ;
- De modifier ou de déranger, sans autorisation, le fonctionnement normal des équipements installés dans les véhicules ;
- D'enlever ou de détériorer toute information intéressant le service de transport public de voyageurs ;
- De distraire l'attention du conducteur/de la conductrice pendant la marche du véhicule de quelque façon que ce soit sauf pour motif valable ;
- De s'installer au poste de conduite du véhicule, d'occuper un emplacement non destiné aux voyageurs ;
- De ne pas attacher sa ceinture de sécurité si le véhicule en est équipé ;
- De jouer avec un briquet ou des allumettes.

Conformément à la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010, et plus précisément en son article 1 de ladite loi, « nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage ». Par définition, l'espace public est constitué notamment des lieux ouverts au public ou affectés à un service public, tels que les véhicules et les locaux du réseau de mobilités Saumur Agglobus. Par conséquent, il est interdit de porter une tenue destinée à dissimuler complètement son visage dans les véhicules et les locaux du réseau de mobilités Saumur Agglobus.

Les règles suivantes ont pour vocation de compléter les règles précitées en vue d'assurer la sécurité des voyageurs et de prévenir les accidents pendant les trajets, ainsi chaque voyageur :

- Place tout objet encombrant (sacs à dos, sacs de course, ...) sous le siège, ou dans les porte-bagages lorsqu'ils existent, afin de laisser libre à tout moment le couloir de circulation ainsi que l'accès à la porte de secours ;
- N'abandonne pas ou ne dépose pas, sans surveillance, des matériaux ou objets dans les véhicules ;
- Attache obligatoirement sa ceinture de sécurité si le véhicule en est équipé.

Dans un car, tout voyageur reste assis à sa place pendant toute la durée du trajet.

Si le véhicule en est équipé, le non-port de la ceinture de sécurité sera considéré comme un acte d'indiscipline grave et donnera lieu à l'application de sanctions prévues à **l'article 4.1** du présent règlement d'exploitation.

Article 3.2.3 Confort à bord des véhicules

Il est interdit à tout voyageur :

- D'enlever, de souiller, de dégrader, de détériorer ou de faire obstacle au bon fonctionnement des matériels, équipements et installations de toute nature soit à bord du véhicule soit dans tout espace réservé à l'exploitation du réseau de mobilités Saumur Agglobus (poteaux, abris-voyageurs, ...) ainsi que les pancartes, inscriptions ou affiches qu'ils comportent ;
- De s'asseoir à même le sol, de s'allonger ou de mettre les pieds sur les sièges et équipements ;
- De fumer ou de faire usage de cigarettes électroniques ou tout autre dispositif de substitution à la cigarette ;
- De consommer des boissons alcoolisées ou toute substance illicite ;
- De manger et/ou boire à l'intérieur des véhicules ;

● **D'utiliser sans autorisation, des instruments sonores ou des appareils électroniques sans casque et à des niveaux sonores gênants pour le conducteur/la conductrice et les autres voyageurs (lecteur MP3, téléphones portables, etc....) ;**

- De crier, de cracher, d'uriner, de projeter quoi que ce soit sur le conducteur/la conductrice, le personnel du Transporteur ou d'autres voyageurs ;
- De tenir des propos injurieux, diffamatoires ou d'avoir une attitude agressive envers le conducteur/la conductrice et les autres voyageurs ;
- De chahuter, de se bousculer ou de se battre ;
- De pratiquer toute activité sportive ou jeu susceptible de gêner la bonne marche du véhicule ;
- De pratiquer toute forme de mendicité ;
- De quêter, distribuer, offrir, louer ou vendre quoi que ce soit sans une autorisation préalable délivrée par le Transporteur et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
- De solliciter la signature de pétition, de se livrer à une quelconque propagande ou de tenir des rassemblements à caractère politique ;
- De se livrer à une quelconque publicité ;
- De revendre des titres de transport ;
- De faire délibérément obstacle à la validation de titres de transport ;

Le non-respect de l'ensemble de ces règles entraînera l'application des sanctions et indemnités forfaitaires décrites à **l'article 4.1** du présent règlement. Les abonnés scolaires font l'objet de sanctions spécifiques décrites à **l'article 4.3** du présent règlement.

Dès que le voyageur est à bord d'un véhicule du réseau de mobilités Saumur Agglobus, il est assuré pendant son trajet.

Tout accident corporel survenu au voyageur, à l'occasion de son transport dans les véhicules, à sa montée ou descente dans les véhicules, devra être signalé immédiatement au conducteur. Aucune demande ultérieure ne sera admise.

Tout acte de vandalisme ou de détérioration du matériel commis par le voyageur à l'intérieur du véhicule et aux points d'arrêt engage la responsabilité financière de son auteur ou de ses représentants légaux si le voyageur est mineur.

En conséquence, il convient de veiller à ce que la responsabilité personnelle de l'enfant soit réellement couverte par le "**contrat responsabilité civile chef de famille**", l'enfant devant être considéré, DANS LE CONTRAT, comme l'assuré au même titre que les parents.

La responsabilité de l'exploitant du réseau n'entre en jeu que dans la période qui s'écoule entre le moment où l'enfant monte dans le car et celui où il descend.

Article 3.2.4 Évacuation du véhicule

En cas d'accident ou de problèmes graves liés à la sécurité, le conducteur donne l'ordre d'évacuation. Il avertit immédiatement son entreprise qui informe Saumur Agglobus. Une information est faite à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et à la commune.

En cas de panne, les élèves restent dans le car et le conducteur en informe son entreprise qui informe Saumur Agglobus.

Lorsque l'ordre d'évacuation du car est donné **ou si le chauffeur est inconscient, l'élève :**

- Laisse sur place les sacs et autres objets,
- Ne crie pas,
- Sort vers la sortie sans bousculer personne,
- Utilise toutes les sorties possibles,
- S'efforce de sortir au plus vite, et aide les plus jeunes,

- Se regroupe avec les autres loin du car, hors circulation,
- Ne traverse pas la chaussée.

Le regroupement doit s'effectuer à une cinquantaine de mètres hors de la route ou de la rue et les secours doivent être prévenus.

ARTICLE 3.3 Règles de sécurité diverses

Il est interdit à tout voyageur :

- De s'agripper à l'extérieur des véhicules, qu'ils soient en mouvement ou non ;
- De s'introduire dans un espace affecté au transport public de voyageurs, interdit au public.
- D'apposer, dans les abris-voyageurs, sur les poteaux des points d'arrêt, sur les équipements, à bord du véhicule ou dans l'agence commerciale, des inscriptions manuscrites ou imprimées de toute nature, tracts ou affiches ;

De même, il est interdit d'utiliser, sans autorisation, les véhicules affectés au transport public de voyageurs comme des engins de remorquage (tels que les utilisateurs de rollers ou de skateboards).

Les voyageurs, utilisateurs de la Gare Routière située au Pôle d'Échange Multimodal (PEM) Balzac de la Ville de Saumur doivent se conformer à l'arrêté, en vigueur, portant réglementation de la circulation et du stationnement du Pôle d'Échange Multimodal Balzac de la Ville de Saumur affiché sur la gare routière et disponible à l'agence commerciale du réseau Saumur Agglobus.

ARTICLE 4 Sanctions et indemnités forfaitaires

Tout voyageur qui aura enfreint les dispositions des articles du présent règlement sera considéré en infraction et exposé aux sanctions légales et réglementaires en vigueur, et ce sans préjudice des réparations civiles et pénales qui pourraient être réclamées par le Transporteur.

À la suite du procès-verbal dressé par un agent assermenté chargé du contrôle, les modalités et les délais de versement de l'indemnité forfaitaire par le contrevenant au Transporteur sont définis selon les articles 529-3 à 529-5 du Code de procédure pénale.

Le montant de l'indemnité forfaitaire dressée à tout voyageur en situation irrégulière fixé par l'article R.2241-33 du Code des transports, varie selon la nature de l'infraction.

Toute agression physique ou détérioration matérielle commise par un abonné à l'intérieur du véhicule affecté au transport en commun engage la responsabilité du représentant légal si l'abonné est mineur ou sa propre responsabilité s'il est majeur ; le représentant légal étant toutefois garant de la solvabilité de l'abonné mineur.

ARTICLE 4.1 Indemnités forfaitaires

Les sanctions peuvent être déclenchées sur signalement des conducteurs/des conductrices, des contrôleurs qui constatent des faits d'indiscipline ou de faits graves commis par le voyageur.

Accusé de réception en préfecture 048/200071878-20230413-2023-064-DB-DE Date de réception préfecture : 19/04/2023		Motifs Infractions	Indemnité forfaitaire « Saumur Val de Loire »
TARIFAIRE			
3ème classe	Titre non validé Titre de transport sans justificatif		35,00 €
3ème classe	Sans titre de transport Titre périmé Titre de transport falsifié ou détérioré Titre réservé à l'usage d'un tiers Titre périmé trajet scolaire Titre non autorisé		50,00 €
COMPORTEMENT			
4ème classe	Usage injustifié d'un dispositif d'alarme Cracher, souiller ou détériorer le matériel Matière ou objet dangereux dans le véhicule Transport d'animaux non autorisé Usage d'instrument dans le véhicule ou trouble à la tranquillité des autres voyageurs Attitude irrespectueuse Obstacle à la fermeture des portes État d'ivresse dans le véhicule Quête et distribution de tracts ou d'objets dans le véhicule		150,00 €

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ainsi que le Transporteur en charge de l'exploitation du réseau de mobilités Saumur Agglobus se réservent également la possibilité d'effectuer le cas échéant, un dépôt de plainte à l'encontre des voyageurs en cas de délit de fraude d'habitude, de récidive ou d'acte délictueux.

ARTICLE 4.2 Régularisation des infractions

Le voyageur contrôlé en infraction durant son trajet sur le réseau de mobilités Saumur Agglobus peut s'acquitter du montant de l'indemnité forfaitaire correspondant à la contravention :

- Soit en effectuant immédiatement le paiement de l'indemnité forfaitaire auprès de l'agent assermenté chargé du contrôle et contre remise d'une quittance ;
- Soit en effectuant le paiement différé de l'indemnité forfaitaire dans un délai de trois mois à compter de la date de constatation auprès de l'agence commerciale Saumur Agglobus moyennant une majoration de 10 euros pour les frais de constitution de dossier prévue par le deuxième alinéa de l'article 529-4 du Code de procédure pénale, en application de l'article R.2241-36 du Code des transports.

Si lors d'un contrôle, une personne n'a pas en sa possession son abonnement en cours de validité, et que cette dernière le ramène à l'agence commerciale Saumur Agglobus sous un délai de 15 jours ouvrés : l'amende est annulée et la personne paie seulement des frais de dossier. Toutefois, en cas de récidive, le montant total de l'amende sera dû.

En cas de non-paiement différé, et dans un délai de trois mois, des poursuites judiciaires sont engagées à l'encontre du voyageur en infraction. Le dossier est transmis auprès du Ministère public qui charge les services de l'État du recouvrement du montant de l'indemnité forfaitaire majorée.

ARTICLE 4.3 Sanctions spécifiques liées au transport des scolaires

En cas de non-respect des règles de sécurité et de discipline à bord des véhicules, l'abonné titulaire d'un abonnement scolaire peut se voir sanctionné par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Le tableau ci-dessous est donné à titre indicatif. L'évaluation des faits commis et l'échelle des sanctions restent à la discrétion de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et n'exonère pas cette dernière d'effectuer le cas échéant, un dépôt de plainte à l'encontre du/des auteur(s).

Les sanctions, selon la gravité des actes, sont les suivantes :

MOTIFS	SANCTIONS
Atteinte morale aux personnes	
Voler les affaires personnelles des autres passagers ou du conducteur	Exclusion 5 jours
Menacer verbalement les autres passagers ou le conducteur	Exclusion 3 jours
Harcéler les autres passagers ou le conducteur	Exclusion 3 jours
Gestes ou propos insultants envers autrui	Exclusion 3 jours
Cracher sur autrui	Exclusion 3 jours
Exhibitionnisme	Exclusion 3 jours
Prendre ou utiliser les affaires personnelles des autres passagers ou du conducteur sans son accord	Avertissement
Gestes ou propos déplacés envers autrui	Avertissement
Adopter un comportement non civique au sein du véhicule et à l'arrêt	Avertissement ou exclusion selon gravité des faits
Contestation des propos d'un agent assermenté ou du conducteur	Avertissement
Atteinte physique aux personnes	
Blessier autrui volontairement	Exclusion supérieure à 5 jours
Menacer physiquement d'autres passagers ou le conducteur	Exclusion 3 jours
Se bagarrer	Exclusion 3 jours
Bousculer les autres passagers à bord du véhicule	Avertissement ou exclusion selon gravité des faits
Bousculer les autres passagers à l'arrêt	Avertissement ou exclusion selon gravité des faits
Jeter des projectiles sur autrui sans intention de nuire	Avertissement ou exclusion selon gravité des faits
Comportement à risque	
Jouer ou utiliser des produits ou appareils pouvant entraîner un départ de feu	Exclusion 5 jours
Jeter des objets à l'extérieur du véhicule	Exclusion 3 jours
Perturber la bonne circulation du service	Avertissement ou exclusion selon gravité des faits
Ne pas respecter l'obligation de rester assis sur son siège ou d'être ceinturé pendant le trajet	Avertissement ou exclusion selon gravité des faits
Jeter de projectiles sans atteinte aux personnes	Avertissement ou exclusion selon gravité des faits
Dégradation du matériel	
Commettre des actes de dégradations sur du mobilier ou des véhicules à l'intérieur et à l'extérieur	Exclusion 3-5 jours en fonction des dégâts + facturation des réparations
Souiller le car (crachats, détriturs...)	Exclusion 3-5 jours en fonction des dégâts + facturation du nettoyage
Manger ou boire salement	Exclusion 3-5 jours en fonction des dégâts + facturation du nettoyage
Respect des consignes de sécurité	
Non port de l'équipement de sécurité obligatoire (1ère constatation)	Avertissement
Non port de l'équipement de sécurité obligatoire (2ème constatation)	Exclusion 1 jour
Non port de l'équipement de sécurité obligatoire (3ème constatation)	Exclusion 3 jours
Non port de l'équipement de sécurité obligatoire (4ème constatation et plus)	Exclusion 5 jours
Ceinture non bouclée (1ère constatation)	Avertissement
Ceinture non bouclée (2ème constatation)	Exclusion 1 jour
Ceinture non bouclée (3ème constatation)	Exclusion 3 jours
Ceinture non bouclée (4ème constatation et plus)	Exclusion 5 jours
Fumer dans le car	Exclusion 3 jours
Consommer de l'alcool	Exclusion 3 jours
Utiliser une fausse carte de transport en étant inscrit au transport scolaire	Avertissement + demande duplicata
Utiliser une fausse carte de transport sans être inscrit au transport scolaire	Interdiction de prendre le car jusqu'à l'inscription
Utiliser une carte non valide (pas de photo, caractère illisible, carte endommagée, photocopie de carte)	Avertissement + régularisation du titre (duplicata si besoin)
Récidive	
Quelle que soit l'infraction commise	Sanction supérieure à la sanction précédente

- Avertissement adressé par mail ou courrier par Saumur Agglobus aux parents ou à l'élève majeur ;
- Exclusion temporaire de courte durée (maximum une semaine) adressée par lettre recommandée ou lettre suivie aux parents ou à l'élève majeur par la Communauté d'Agglomération après avis du chef d'établissement et copie aux transporteurs concernés ;
- Exclusion de plus longue durée (supérieure à une semaine) prononcée par le Préfet après enquête et avis du directeur académique.

Les représentants légaux sont responsables de leurs enfants, tout au long du parcours d'approche (c'est-à-dire sur les trajets du matin et du soir, entre le domicile et le point d'arrêt). Les adultes dûment mandatés par les représentants légaux sont également responsables, tout au long du parcours d'approche, des enfants qui leur sont confiés.

Il leur est notamment recommandé :

- D'accompagner leurs enfants ou les enfants (pour les enfants âgés de moins de 11 ans) qui leur sont confiés, jusqu'au point d'arrêt et d'attendre avec eux jusqu'à leur montée dans le véhicule ;
- D'être présent(s) à la descente du véhicule (pour les enfants âgés de moins de 11 ans) ;
- De se placer du bon côté de la chaussée afin de ne pas obliger leurs enfants ou les enfants qui leur sont confiés, à traverser seuls la voirie ;
- De rappeler à leurs enfants ou aux enfants qui leur sont confiés, les règles de sécurité et obligations ;
- De veiller à ce que leurs enfants ou les enfants qui leur sont confiés, soient détenteurs systématiquement de leur titre de transport.

Il leur est interdit :

- De stationner avec leur voiture sur les points d'arrêts ou sur les lieux de montée et descente ;

Parmi les mesures de sécurité, il est préconisé que les enfants :

- Soient présents au moins 5 minutes avant le passage du véhicule au point d'arrêt. En cas de retard, ne pas courir après le véhicule ;
- Après la descente du véhicule, attendent pour traverser que le véhicule se soit éloigné et qu'aucun autre véhicule n'arrive dans un sens ou dans l'autre ;
- Portent des vêtements clairs.

Le port du gilet jaune est **obligatoire** pour les élèves scolarisés de la classe de maternelle à celle de 3ème sur les circuits scolaires. Ces équipements de sécurité seront remis à chaque élève par Saumur Agglobus, lors de sa première inscription.

Le gilet doit être repérable le jour (couleur jaune), et la nuit (bandes réfléchissantes). Les modalités de distribution sont définies par Saumur Agglobus.

Le port du gilet jaune est recommandé pour tous les autres usagers (non fourni par Saumur Agglobus)

Les équipements de sécurité doivent être portés à chaque trajet, de l'attente à l'arrêt jusqu'à la descente du car. Pour une sécurité optimale, il est fortement recommandé de conserver l'équipement de sécurité pendant la totalité du déplacement jusqu'à destination : à bord du car, de la descente du car à l'établissement scolaire, de même sur le trajet entre le domicile et le point d'arrêt, **toute l'année** quelle que soit la saison ou les conditions de visibilité.

En cas de perte, le gilet jaune est à demander à Saumur Agglobus. Il sera facturé au montant prévu dans la grille tarifaire. Un article similaire de remplacement peut être acheté aux frais de l'élève dans l'enseigne de son choix.

En cas de contrôle, si l'élève ne porte pas **son gilet jaune**, la première fois, un avertissement sera prononcé. En cas de récidive, une exclusion soit d'un jour soit de 3 jours pourra être prononcée.

Les représentants légaux sont tenus de régler toutes les sommes dues, sauf si l'enfant est majeur.

Le transport des scolaires peut être réalisé sur les lignes urbaines, sur les lignes périurbaines et sur des services spéciaux dédiés.

ARTICLE 6.1 Conditions d'accès au réseau

Sur les lignes urbaines et périurbaines, l'ensemble des titres du réseau sont utilisables par les scolaires. Sur les services spéciaux, seul l'abonnement scolaire est autorisé.

Les usagers, munis d'un titre de transport voyageurs et avec une inscription préalable réalisée auprès de Saumur Agglobus, peuvent être admis sur les circuits scolaires de l'Agglomération, dans la limite des places disponibles, sans détournement de l'itinéraire, ni création de points d'arrêt, ni modification d'horaires.

ARTICLE 6.2 Conditions d'accès aux services spéciaux scolaires

L'élève doit :

- Être domicilié sur une des communes de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
- Utiliser un service de transport matin et soir au moins quatre jours par semaine ;
- Habiter à **plus de 3 kilomètres** de l'établissement scolaire (distance prise en compte par rapport à la voie praticable la plus courte entre le domicile et l'établissement) ;
- Être scolarisé dans l'établissement public ou privé de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire respectant la carte scolaire ou le plus proche dans le cas d'un enseignement spécifique ;
- Être inscrit aux transports scolaires et avoir souscrit à un abonnement.

Les scolaires ne respectant pas ces critères pourront être acceptés dans la limite des places disponibles.

ARTICLE 6.3 Inscription au titre de transport scolaire

Les inscriptions pour l'année scolaire N+1 sont ouvertes à partir du 1^{er} juin, sur le site internet de Saumur Agglobus www.agglobus.fr. Seules les demandes spécifiques doivent être remplies en version papier s'adresser à Saumur Agglobus – 28 place de la gare de l'État – 49400 SAUMUR CEDEX. Téléphone : 02.41.51.11.87.

La date limite pour l'inscription à l'abonnement scolaire pour l'année N+1 est fixée au **15 juillet**.

La date limite pour l'inscription pour l'année scolaire en cours est fixée au 20 mai.

ARTICLE 6.4 Le titre de transport scolaire

Après l'inscription réalisée entre le 1^{er} juin et le 15 juillet, la carte de transport scolaire de l'élève est envoyée par courrier au domicile du demandeur avant la fin du mois d'août.

La carte de transport scolaire doit être conservée tout au long du cycle scolaire de l'élève. Elle doit être rechargée par le représentant légal à chaque nouvelle réinscription via le portail famille du site www.agglobus.fr.

Un délai de 15 jours après la rentrée scolaire est accordé pour réclamer la non-réception de la carte scolaire. Passé ce délai, la carte est présumée reçue.

Dans le cas d'une inscription après la 1^{ère} semaine de la rentrée scolaire, la carte est envoyée au domicile du demandeur. Si un équipement de sécurité est à retirer à l'agence, la carte est, dans ce cas, à retirer en même temps que l'équipement.

En cas de changement de domicile, d'établissement scolaire, d'adresse mail ou de coordonnées téléphoniques, le transporteur doit en être informé. Dans le cas contraire, le transporteur ne pourra pas être tenu responsable de la non-communication des informations liées au réseau.

Un justificatif du nouveau domicile devra être fourni en cas de changement d'adresse. Un certificat de scolarité devra être fourni pour tout changement d'établissement scolaire en cours d'année. Les modifications nécessaires seront apportées sur le titre de transport.

Les enfants scolarisés ne peuvent pas utiliser les services de transport à la demande avec leur abonnement scolaire, exception faite des élèves internes pour rejoindre le pôle de centralité proche de leur domicile, s'il n'existe pas d'autres solutions de transport.

ARTICLE 6.5 Utilisation de l'abonnement scolaire

L'abonnement scolaire peut être utilisé toute l'année sur l'ensemble du réseau sur les lignes régulières et les circuits scolaires dans les limites des places disponibles en cas de changement d'itinéraire habituel et à l'exception du transport à la demande. L'abonnement scolaire peut être utilisé sur le service transport à la demande exclusivement pendant les périodes de vacances scolaires et le samedi si le service est proposé.

ARTICLE 6.6 Les tarifs et modalités de paiement

Pour se voir appliquer la dégressivité tarifaire correspondant à leur situation, les familles doivent fournir les pièces justificatives demandées lors de l'inscription ou de la réinscription de leur enfant. Dans le cas contraire, le tarif appliqué sera le plein tarif, sans possibilité de réclamation.

Article 6.6.1 Les principes

Les tarifs sont fixés chaque année par le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. Les tarifs sont mis à jour dans les supports de communication et sur le site internet de Saumur Agglobus.

Les demandes reçues à partir du 16 juillet feront l'objet d'une majoration correspondant à 10% de la participation familiale. Seuls les problèmes particuliers d'affectation qui peuvent se poser à chaque rentrée autorisent la présentation d'une demande tardive et en cas de déménagement en cours d'année. Dans ces cas, un justificatif devra obligatoirement être joint à la demande.

Article 6.6.2 Dégressivité tarifaire

A – Réductions basées sur le quotient familial

Les familles peuvent bénéficier d'un tarif réduit dès le 1^{er} enfant inscrit si le quotient familial est inférieur à 700€.

Le justificatif (attestation de paiement CAF) devra comporter le nom des enfants concernés et être fourni lors de l'inscription de l'enfant. Il doit être daté de moins de 3 mois. Ce document devra être déposé sur le dossier de chaque enfant concerné.

B – 3^{ème} enfant et plus

Une réduction de 50% sur le 3^{ème} enfant et plus (ordre du livret de famille) est appliquée et cumulable avec la réduction liée au quotient familial pour les trimestres concernés dans le cas où les inscriptions n'ont pas été simultanées. Ce document devra être déposé sur le dossier de chaque enfant concerné.

C – Abonnement interne

Les élèves internes peuvent bénéficier d'un abonnement spécifique sous-réserve de fournir un justificatif d'internat à l'inscription.

Article 6.6.3 Les modalités de paiement

Le paiement s'effectue au trimestre. Si l'élève est inscrit en cours d'année, le paiement de la carte annuelle de transport scolaire s'effectuera par trimestre utilisé (septembre à décembre, janvier à mars et avril à juin).

Lors de l'inscription, il est possible de sélectionner un paiement à réception de facture ou bien un prélèvement automatique :

- À réception de la facture : le responsable légal recevra une facture qui est à régler selon les modalités inscrites sur celle-ci ;
- Prélèvement automatique : Les coordonnées bancaires sont renseignées à l'inscription. Le prélèvement est automatique 30 jours après la date d'émission de la facture. Une facture est envoyée au représentant légal pour l'avertir du prélèvement. En cas de changement de coordonnées bancaires, il est nécessaire d'informer le transporteur immédiatement.

Si la facture de transport scolaire est prise en charge par un tiers, cette information doit être signalée au moment de l'inscription. Un document officiel attestant de la prise en charge doit être fourni à l'inscription.

En cas de garde alternée, les factures seront émises au nom du 1^{er} représentant légal principal défini à l'inscription. Une double facturation ne pourra pas être réalisée.

Les facilités de paiement sont à évoquer directement avec le service de gestion comptable (ou le Trésor Public) de Saumur.

En cas de défaut de paiement, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se réserve le droit de refuser l'accès aux transports.

Article 6.6.4 Le remboursement ou le paiement partiel du titre

Pour une demande de remboursement de l'abonnement, peu importe la raison, le formulaire spécifique téléchargeable sur le site internet du transporteur doit être complété et retourné au transporteur en lettre recommandée ou lettre suivie ou au guichet ou par mail (contact@saumur-agglobus.fr).

L'abonnement scolaire annuel ne sera pas facturé à condition que celui-ci soit retourné à Saumur Agglobus **avant le 20 septembre** selon les modalités définies ci-dessus.

Une carte non récupérée à l'agence à la suite de sa création ne vaut en aucun cas demande de remboursement ou annulation d'abonnement.

<u>Date de retour de la carte</u>	<u>Nombre de trimestres facturés</u>
Avant le 20 septembre	Pas de facturation
Avant le 31 décembre de l'année N	Facturation du 1 ^{er} trimestre
Avant le 31 mars de l'année N+1	Facturation du 1 ^{er} et 2 ^{ème} trimestre
Après le 31 mars	Facturation de l'ensemble des trimestres

Le remboursement partiel de l'abonnement transport scolaire pour cause de suspension ou interruption temporaire d'utilisation du service est possible uniquement dans le cas d'une longue maladie. Les conditions suivantes doivent être respectées :

- Interruption d'utilisation du service pendant quatre semaines consécutives hors vacances scolaires ;
- Fourniture d'une attestation médicale mentionnant l'impossibilité pour l'élève de se rendre en cours (ou d'emprunter les transports en commun) ainsi que la durée.

Document en PDF
049-200071876-20230413-2023-064-DB-DE
Date de télétransmission : 29/04/2023
Date de dépôt en préfecture : 04/05/2023
L'abonnement annuel – 26 ans est totalement remboursé à condition que la demande de remboursement (formulaire téléchargeable sur le site internet du transporteur) soit retournée à Saumur Agglobus dans les 6 jours ouvrables suivant la date d'achat soit par lettre recommandée, soit au guichet contre justificatif, soit par lettre suivie, soit par mail (contact@saumur-agglobus.fr).

Dans le cas où la carte n'est pas retournée dans ce délai, tout trimestre commencé est dû (1^{er} trimestre : janvier à mars, 2^{ème} trimestre : avril à juin, 3^{ème} trimestre : juillet à septembre et 4^{ème} trimestre : octobre à décembre).

ARTICLE 6.7 Les circuits et arrêts du réseau scolaire

Les arrêts desservis sont uniquement ceux définis sur le circuit. Les itinéraires, points d'arrêts et horaires sont susceptibles d'être modifiés en cours d'année.

Si cela s'avère nécessaire, une répartition des élèves dans les cars peut avoir lieu. Ces derniers sont tenus de respecter la répartition réalisée aussi longtemps que cela leur est demandé.

Pour les élèves des écoles maternelles, la présence d'une personne, habilitée âgée de plus de 10 ans et dont l'identité aura été au préalable communiquée à l'accompagnateur, est indispensable à l'arrêt de car au retour de l'école.

En cas d'absence, l'enfant est reconduit (par l'accompagnateur s'il est présent) dans une structure municipale désignée par la commune qui contacte sa famille ;

Les élèves autres que ceux des classes maternelles sont toujours déposés aux arrêts qu'ils soient attendus ou non. Les accompagnateurs n'ont pas vocation à assurer, dans le cadre de leurs missions, l'accompagnement de l'élève entre la sortie du car et le domicile.

La création d'arrêts de cars est autorisée par le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire qui associe le maire concerné et/ou le Département du Maine et Loire.

Les arrêts de cars ne peuvent être créés que sous réserve du respect des conditions de sécurité, qui prévoient notamment :

- L'absence d'arrêt de car en sommet de côte, en sortie ou entrée de virage ou à proximité immédiate de ces points dangereux (moins de 200m). En effet, l'emplacement choisi pour l'arrêt doit permettre que le car soit suffisamment visible des autres usagers de la route ;
- L'absence d'arrêt de cars aux intersections (stop par exemple) ;
- L'absence de manœuvres dangereuses (demi-tour notamment) ;
- Pour les élèves qui ne sont pas domiciliés à proximité de l'itinéraire du car : le circuit ne pourra être détourné au maximum de 2 kms par trajet ;
- L'accès au point d'arrêt doit être possible dans les deux sens de circulation.

Toute création de point d'arrêt doit faire l'objet d'une demande écrite adressée à Saumur Agglobus en renvoyant complété et signé par la Mairie de la commune concernée le formulaire de demande de modification de circuits disponible au téléchargement sur les sites www.saumurvaldeloire.fr (<https://www.saumurvaldeloire.fr/transports-scolaires>) ou www.agglobus.fr (<https://www.agglobus.fr/transports-scolaires/mode-d-emploi/demande-de-creation-d-arret>).

Cette demande de modification de circuits doit être transmise au transporteur Saumur Agglobus avant le 1^{er} juin. Celle-ci devra, au préalable, être visée par la mairie de la commune du lieu de demande de modification de circuits.

Une création d'arrêt ne sera étudiée que si l'élève demandeur respecte les conditions d'accès au transport scolaire (article 6.2 du présent règlement).

L'étude de celle-ci portera sur plusieurs critères :

049-200071876-20230413-2023-064-DB-DE
Date de télétransmission : 18/04/2023
Date de réception préfecture : 19/04/2023

• La sécurité

- Les aménagements nécessaires,
- La compatibilité avec le parcours,
- Le temps de trajet,
- Le kilométrage et de son impact financier,
- L'avis du transporteur,
- L'avis du département pour les arrêts sur route départementale,
- L'avis du maire sur la sécurité (trafic, accidentologie des lieux, ...), les aménagements nécessaires et sur le potentiel de l'arrêt
- L'application de la réglementation de la Communauté d'Agglomération définie ci-dessous :

Création point de montée	CIRCUITS SPÉCIAUX	LIGNES RÉGULIÈRES et ses renforts (circuits S)
Sans déviation circuit	Distance avec le point d'arrêt le plus proche : <ul style="list-style-type: none"> • 500 m* pour les primaires, • 1 km pour les collégiens Pas de nombre minimum de demande	Distance avec le point d'arrêt le plus proche : 1 km* Au minimum 4 demandes
Avec déviation circuit	Distance avec le point d'arrêt le plus proche : 1,50 km* Le trajet ne pourra pas être détourné de plus de 2 kms. Au minimum 2 demandes	Distance avec le point d'arrêt le plus proche : 1,50 km* Le trajet ne pourra pas être détourné de plus de 2 kms. Au minimum 4 demandes

(*) Le calcul de la distance prise en compte s'effectue par rapport au chemin le plus court entre le domicile (limite de propriété) et l'arrêt existant le plus proche. Les distances devront être scrupuleusement respectées, aucune dérogation ne pouvant être accordée. Les vérifications nécessaires seront effectuées par les agents assermentés de Saumur Agglobus.

Le calendrier suivant est défini pour l'étude des créations de points d'arrêts :

Date de réception de la demande	Étude de la demande	Mise en place
Avant le 1 ^{er} juin année N	Du 1 ^{er} juin au 15 juillet année N	Rentrée de septembre année N

Les réactivations d'arrêt peuvent être étudiées selon les critères cités ci-dessus en cours d'année scolaire, sans déviation de trajet.

La mise en place de nouveaux circuits n'est étudiée qu'à partir de dix élèves de la même commune remplissant les conditions d'accès au service et ne peut être effective qu'après avis de l'instance conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

La suppression de circuits spéciaux scolaires est étudiée lorsque le nombre d'enfants inscrits et respectant les conditions d'accès au service est inférieur à 8.

Article 7.1 Transport à la demande (TAD)

ARTICLE 7.1 Liste des communes desservies par le TAD du réseau de mobilités Saumur Agglobus

Transport à la Demande (TAD) Zonal : Tadaé

L'ensemble des communes de Saumur Val de Loire sont desservies par le service Tadaé vers les pôles de centralité et les lignes du réseau Agglobus.

Les usagers dépendant des pôles de centralité de Longué-Jumelles et Gennes Val-de-Loire seront rabattus également vers la gare des Rosiers-sur-Loire.

Les communes du pôle de centralité de Saumur ne peuvent utiliser le service Tadaé car une offre conséquente est proposée sur le service de déclenchement de ligne à la demande.

Les pôles de centralité sont les suivants :

Pôle de Centralité de Doué-en-Anjou	Ambillou-Château, Noyant-La-Plaine, Louerre, Brigné-sous-Doué, Saint Georges-sur-Layon, Concourson-sur-Layon, Les Verchers-sur-Layon, Doué-la-Fontaine, Montfort, Forges, Meigné-sous-Doué, Dénezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier, Les Ulmes.
Pôle de Centralité de Gennes Val-de-Loire	Grézillé, Gennes, Chênehutte-Trèves-Cunault, Saint-Martin-de-la-Place, Les Rosiers-sur-Loire, Le Thourel, Saint-Georges-des-7-voies.
Pôle de Centralité de Longué-Jumelles	Saint-Clément-des-Levéés, Longué-Jumelles, La Lande-Chasles, Mouliherne, Saint-Philbert-du-Peuple, Vernantes, Vernail, Courléon, Blou
Pôle de Centralité de Allonnes	Vivy, Neuillé, La Breille-les-Pins, Brain-sur-Allonnes, Varennes-sur-Loire, Villebernier, Allonnes.
Pôle de Centralité de Montreuil-Bellay	Saint-Macaire-du-Bois, Le Puy-Notre-Dame, Vaudelnay, Brossay, Antoigné, Epieds, Saint-Just-sur-Dive, Le Coudray-Macouard, Cizay-la-Madeleine, Courchamps, Artannes-sur-Thouet, Montreuil-Bellay.
Pôle de Centralité de Saumur	Saumur, Saint-Lambert-des-Levéés, Bagneux, Dampierre-sur-Loire, Saint-Hilaire-Saint-Florent, Verrie, Rou-Marson, Distré, Varrains, Bellevigne-les-Châteaux, Souzay-Champigny, Parnay, Turquant, Montsoreau, Fontevraud-l'Abbaye.

Transport à la Demande (TAD) – Lignes en déclenchement à la demande

Les communes ci-dessous seront desservies par le déclenchement de ligne à la demande :

Allonnes, Antoigné, Artannes-sur-Thouet, Blou, Brain-sur-Allonnes, Bellevigne-les-Châteaux, Brossay, Cizay-la-Madeleine, Courchamps, Courléon, Distré, Doué-en-Anjou, Epieds, Fontevraud-l'Abbaye, Gennes-Val-de-Loire, La Breille-les-Pins, Le Coudray-Macouard, Le-Puy-Notre-Dame, Les Ulmes, Montreuil-Bellay, Montsoreau, Neuillé, Noyant-Villages, Parnay, Rou-Marson, Saint-Just-sur-Dive, Saint-Macaire-du-Bois, Saumur, Souzay-Champigny, Turquant, Varennes-sur-Loire, Varrains, Vaudelnay, Vernantes, Vernail-le-Fourrier, Verrie, Villebernier, Vivy.

Les usagers seront déposés au pôle de centralité le plus proche de leur commune (voir article 7.1).

Les usagers ne disposant pas de points d'arrêt d'une ligne périurbaine sur leur commune seront déposés sur l'arrêt de ligne Agglobus ou Aléop de leur pôle de centralité.

Les usagers des pôles de centralité de Gennes Val-de-Loire et Longué-Jumelles auront également la possibilité d'être rabattus sur la gare des Rosiers sur Loire.

Les usagers du pôle de centralité de Saumur ne pourront pas bénéficier du service Tadaé.

Si un bus effectue le trajet demandé dans les 30 minutes avant ou après l'heure du TAD, vous devrez utiliser le bus.

TAD – Lignes en déclenchement à la demande

Les clients sont transportés à des horaires identifiés sur une ligne déjà existante. Se reporter à la fiche horaire de la ligne concernée pour identifier les arrêts et horaires disponibles.

ARTICLE 7.3 Horaires de fonctionnement du service de TAD

TAD Zonal : Tadaé

Le service fonctionne du lundi au vendredi de 7h à 10h, 12h à 14h et 16h30 à 19h00 (sauf pour le rabattement sur les lignes Agglobus ou Aléop, possibilité de prise en charge avant 7h et après 19h).

Le service n'est pas assuré le samedi, le dimanche et les jours fériés.

TAD – Lignes en déclenchement à la demande

Les trajets se font sur les arrêts des lignes Saumur Agglobus (lignes 1 à 17), aux horaires identifiés et prédéfinis par la mention TAD sur fond de couleur jaune dans les fiches horaires.

Le service n'est pas assuré le dimanche et les jours fériés.

ARTICLE 7.4 Réservation et utilisation du service de TAD

Article 7.4.1 Condition de réservation

Tous les adhérents sont autorisés à utiliser ce service.

A l'exception de : collégiens et lycéens (sauf mercredis après-midi, samedis et vacances scolaires avec un titre de transport adapté).

Ne sont pas autorisés :

- ✓ Les enfants non accompagnés de moins de 10 ans ;
- ✓ Les animaux, sauf animaux d'assistance pour les personnes handicapées ;
- ✓ Le transport de groupe pour des associations, sorties scolaires, centres de loisirs.

Attention : les enfants se rendant dans leur établissement scolaire ou à un stage ne sont pas autorisés à utiliser ce service. Seule exception, pour les élèves internes, les trajets du lundi matin et vendredi soir pourront être assurés si aucun trajet de transports scolaires ne dessert leur domicile.

Les enfants de moins de 10 ans doivent être accompagnés d'une personne majeure capable de les surveiller.

Adhésion gratuite pour tous les usagers.

Une inscription au préalable est nécessaire auprès de la centrale de réservation Agglobus par téléphone au 02.41.51.12.62 ou directement en téléchargeant le dossier d'inscription disponible sur le site www.agglobus.fr.

Article 7.4.3 Modalités de réservation au service TAD

Les réservations sont assurées par la centrale de réservation Agglobus au 02.41.51.12.62.

TAD Zonal : Tadaé

Les réservations doivent être effectuées **au plus tard la veille du trajet avant 16h30**. Pour le lundi, les réservations devront être effectuées le vendredi précédent avant 16h30. Les réservations sont prises une semaine à l'avance au maximum.

TAD – Lignes en déclenchement à la demande

Les réservations doivent être effectuées **au minimum 4h à l'avance**. Pour le lundi, les réservations devront être effectuées le vendredi précédent avant 16h30. Les réservations sont prises une semaine à l'avance au maximum.

Attention, dans tous les cas, les réservations sont prises en compte dans la limite des places et des horaires disponibles au moment de la réservation.

Article 7.4.4 Traitement des demandes de réservation

Dans la mesure où le service de TAD repose sur un service de transport collectif, les conseillers en mobilité peuvent être amenés à proposer des courses regroupées avec d'autres clients.

Le choix du véhicule, du groupage et de l'itinéraire emprunté par le conducteur relève de la responsabilité du Transporteur.

Ainsi, l'itinéraire défini pourra inclure, un ou plusieurs arrêts intermédiaires afin de prendre en charge ou déposer d'autres passagers.

Ces horaires sont susceptibles de varier par rapport à la demande dans un intervalle maximum de +/- 45 minutes.

Les temps de parcours sont calculés au plus près de la réalité. Cependant, les conducteurs sont tributaires des aléas de la circulation, de la ponctualité des clients. Pour ces raisons, les horaires de passage ne peuvent pas être garantis.

ARTICLE 7.5 Prise en charge des passagers du service de TAD

Article 7.5.1 Généralités

Les usagers seront pris en charge aux points d'arrêts de leurs communes et déposés à l'endroit mentionné lors de la réservation.

Les destinations prévues lors de la réservation ne peuvent être modifiées en cours de trajet.

Sont autorisés dans les véhicules : les bagages de taille standard (valises, sacs de voyages...) et limités à un par personne, ainsi que les colis peu encombrants et les poussettes pliantes. Il convient de l'indiquer lors de la réservation de la course.

Article 7.5.2 Les enfants Article

La législation oblige à transporter les enfants de moins de 3 ans dans un siège bébé et les enfants de 3 à 10 ans dans un rehausseur. Il est donc indispensable que vous indiquiez lors de la réservation de votre trajet l'âge des enfants qui vous accompagnent.

Les sièges bébé et rehausseurs seront fournis par le conducteur. Pour les enfants de moins de 6 mois, le siège bébé sera fourni par l'accompagnant de l'enfant.

ARTICLE 7.6 Tarifs et titres de transport

Les titres de transports et tarifs sont ceux pratiqués sur le réseau urbain et périurbain. Pour connaître tous les titres disponibles, rendez-vous sur www.agglobus.fr, rubrique « Choisir votre titre ».

ARTICLE 7.7 Annulation des courses

Article 7.7.1 TAD Zonal : Tadaé

L'annulation de la réservation par les usagers se fera auprès de la centrale de réservation Saumur Agglobus, au plus tard la veille du déplacement, avant 16h30.

Article 7.7.2 TAD – Lignes en déclenchement à la demande

L'annulation de la réservation par les usagers se fera auprès de la centrale de réservation Saumur Agglobus, au plus tard 4h avant le trajet.

Article 7.7.3 Annulation par le transporteur

En cas d'annulation d'un service pour cause de force majeure (panne de véhicule, intempéries, ...), la centrale de réservation de Saumur Agglobus mettra tout en œuvre (mail, téléphone, ...) pour informer les voyageurs ayant réservés leur place, dès connaissance de la situation.

ARTICLE 7.8 Sanction en cas de retard ou non présentation du passager

En cas d'absence d'un client aux lieu et heure convenus de prise en charge, le conducteur s'assure qu'il respecte bien l'horaire exact du service, et qu'il n'est pas en avance. Il tente de joindre téléphoniquement son client et attend 5 minutes maximum, qu'il ait pu le joindre ou non. Passé ce délai, et afin de ne pas pénaliser les autres utilisateurs, le conducteur reprend sa course. Dans ce cas, l'utilisateur ne peut prétendre à aucun dédommagement.

En cas de non-annulation, d'annulations répétées ou de comportements inappropriés, l'utilisateur pourra être sanctionné de la façon suivante :

- Avertissement lors des deux premières annulations non prévues ;
- Interdiction temporaire d'utiliser le service pendant deux mois après 2 annulations non prévues ou de comportements inappropriés ;
- Après une interdiction temporaire de deux mois et en cas de récidives pour comportements inappropriés, une interdiction temporaire d'utiliser le service pendant un an, sera prononcée.

ARTICLE 8 Le service de transport des Personnes à Mobilité Réduite (PMR)

Le service de Transport des Personnes à Mobilité Réduite (TPMR) s'adresse aux habitants de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire affectés d'un handicap ne leur permettant pas d'utiliser dans de bonnes conditions les véhicules de transport public traditionnels ainsi qu'aux personnes âgées de plus de 80 ans et habitant à plus de 500 m d'un arrêt de bus.

Ce service est assuré, au moyen d'un véhicule adapté au handicap de la personne transportée.

Il permet d'assurer au bénéficiaire sur simple demande, un déplacement entre son domicile et une destination sur la ou les lignes desservant son lieu de résidence.

ARTICLE 8.1 Les critères d'accessibilité

Pour accéder au service, le client doit être titulaire soit :

- De la carte d'invalidité ;
- De la carte « priorité pour personne handicapée » ;
- De la carte européenne de stationnement ;
- De la carte mobilité inclusion ;
- De la carte d'assistance ;
- D'une carte d'identité si la personne est âgée de plus de 80 ans et habite à plus de 500m d'un arrêt.

Pour les personnes ne répondant pas aux critères d'accessibilité au service, la commission Mobilités pourra se prononcer spécifiquement pour un accès temporaire ou définitif.

ARTICLE 8.2 Les principales règles de fonctionnement

Les réservations sont faites au minimum 48h ouvrés à l'avance (appel avant 16h30), auprès du transporteur SAUMUR AGGLOBUS (02.41.51.12.62).

ARTICLE 8.3 Les courses

Ce service est un service de substitution au réseau de mobilités Saumur Agglobus. Les clients ont accès au même service, avec un véhicule adapté et une prise en charge à domicile.

▪ **Précision pour le service de substitution sur les lignes urbaines 30 à 36 :** à la réservation, détermination de l'heure de prise en charge. Celle-ci peut être différente de plus ou moins 30 minutes de l'heure demandée. Garantie d'arrivée avant l'heure d'un rendez-vous ou d'embauche.

▪ **Précision pour le service de substitution sur lignes 1 à 17 et Tadaé :** accès aux mêmes horaires, jours et trajets que les services fixes et TAD. Possibilité de modification de la réservation de plus ou moins 30 minutes par Saumur Agglobus selon les regroupements effectués dans les véhicules. Garantie d'arrivée avant l'heure d'un rendez-vous ou d'embauche.

Le nombre de courses n'est pas limité. Toutefois, les trajets devront correspondre à des allers/retours ou à des allers et retours simples.

Par exemple, les trajets type domicile – médecin puis médecin – pharmacie et pharmacie – domicile ne sont pas autorisés. Par contre, les trajets domicile – médecin et pharmacie – domicile le sont.

ARTICLE 8.4 Accompagnateur

La présence d'un accompagnateur est possible. Ce dernier devra être pris au même endroit que le bénéficiaire. La présence de l'accompagnateur doit être précisée au moment de la réservation.

Article 8.5 Prise en charge de la personne

La prise en charge se fait uniquement sur le trottoir et non à la porte ou à l'intérieur du domicile.

ARTICLE 8.6 Respect des principes du service TPMR

Chaque personne, habilitée à utiliser le service, doit en respecter les différents principes, notamment en ce qui concerne le respect des horaires ou les différentes conditions d'accès.

En cas d'abus ou de dysfonctionnement (non-présentation au rendez-vous, retard...), la commission Mobilités de l'Agglomération se réserve le droit de retirer l'accès au service aux personnes concernées.

Le conducteur n'est pas un auxiliaire de vie. Il n'accompagne en aucun cas le bénéficiaire du TPMR dans la réalisation de ses courses ou autres tâches. Il est présent uniquement pour réaliser le trajet qui lui a été commandé.

ARTICLE 8.7 Annulation des courses

L'annulation de la réservation par les usagers se fera auprès de la centrale de réservation Saumur Agglobus, au plus tard la veille du déplacement, avant 16h30.

En cas d'annulation d'un service pour cause de force majeure (panne de véhicule, intempéries, ...), la centrale de réservation de Saumur Agglobus mettra tout en œuvre (mail, téléphone, ...) pour informer les voyageurs ayant réservés leur place, dès connaissance de la situation.

ARTICLE 8.8 Sanction en cas de retard ou non présentation du passager

En cas d'absence d'un client au lieu et heure convenus de prise en charge, le conducteur s'assure qu'il respecte bien l'horaire exact du service, et qu'il n'est pas en avance. Il tente de joindre téléphoniquement son client et attend 5 minutes maximum, qu'il ait pu le joindre ou non. Passé ce délai, et afin de ne pas pénaliser les autres utilisateurs, le conducteur reprend sa course. Dans ce cas, l'utilisateur ne peut prétendre à aucun dédommagement.

En cas de non-annulation, d'annulations répétées ou de comportements inappropriés, l'utilisateur pourra être sanctionné de la façon suivante :

- Avertissement lors des deux premières annulations non prévenues ;
- Interdiction temporaire d'utiliser le service pendant deux mois après 2 annulations non prévenues ou de comportements inappropriés ;
- Après une interdiction temporaire de deux mois et en cas de récidives pour comportements inappropriés, une interdiction temporaire d'utiliser le service pendant un an, sera prononcée.

ARTICLE 9 Le service location de longue durée de vélos, de trottinettes et de voitures sans permis

ARTICLE 9. 1 Objet du service

Le service de location des différents moyens de locomotion est proposé par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, autorité organisatrice de la mobilité. La mise en place et la gestion du service de location de longue durée ont été confiées à Saumur Agglobus.

Le service de location de longue durée propose à la location des moyens de locomotion :

- Vélo à assistance électrique classique ;
- Vélo à assistance électrique spécifique ;
- Vélo pliant musculaire ;
- Vélo musculaire classique pour les étudiants du territoire saumurois ;
- Trottinettes électriques ;
- Voitures sans permis.

Contact :

- Par courrier : Saumur Agglobus- 28 Place de la gare de l'État- 49400 SAUMUR ;
- À l'agence commerciale aux horaires d'ouverture ;
- Courriel : [contact](mailto:contact@saumur-agglobus.fr)<mailto:contact@saumur-agglobus.fr>[@saumur-agglobus.fr](mailto:contact@saumur-agglobus.fr),
- Tel : 02 41 51 11 87

ARTICLE 9. 2 Offres et tarifs du service de location longue durée

Le service de location longue durée permet de louer, sous réserve de disponibilités, des moyens de locomotion pour une durée supérieure à un mois.

Un état des lieux des moyens de locomotion est réalisé par Saumur Agglobus au début et à chaque fin de location et au maximum tous les six mois pour une location de longue durée.

Les tarifs applicables pour les locations sont ceux en vigueur à la date de signature du contrat en cours par l'utilisateur. Ils sont affichés à l'agence Saumur Agglobus et consultables sur le site internet www.agglobus.fr.

Les réparations ou remplacements de pièces ou accessoires relevant de la responsabilité de l'utilisateur (mauvaise utilisation, etc.) seront facturées suivant la grille des tarifs des accessoires et réparations en vigueur.

<http://www.agglobus.fr>/Pour les tarifs des réparations et des pénalités, il faut se référer aux tarifs applicables au moment des faits. (Disponible sur le site internet www.agglobus.fr)

ARTICLE 9. 3 Conditions d'accès au service de location longue durée

Le service est accessible aux personnes de plus de 18 ans (à partir de 16 ans pour les jeunes en apprentissage ou en contrat de travail sur présentation d'un justificatif).

Le service de location de longue durée est réservé aux habitants des 45 communes de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et/ou aux salariés d'une entreprise localisée sur ces communes.

Le service est accessible dans la limite des moyens de locomotion disponibles.

Toutefois, en cas de non-adaptation au moyen de locomotion loué dans le délai de 14 jours à compter de la remise du matériel, l'utilisateur pourra louer ou non un autre moyen de locomotion. Dans ce cas, il est redevable d'un mois de location (tarif mensuel).

L'utilisateur doit être titulaire d'un compte bancaire domicilié en France et ne pas être débiteur auprès de Saumur Agglobus de somme(s) dont il ne se serait pas acquittée(s) au titre d'un précédent contrat.

La sous-location des moyens de locomotion est interdite.

ARTICLE 9. 4 Modalités d'abonnement au service de location de longue durée

Article 9.4.1 Contrat de location

Le contrat de location est établi en double exemplaires, signés par Saumur Agglobus et par l'utilisateur au moment de la prise du matériel de locomotion. Un exemplaire est remis à l'utilisateur.

Le contrat de location précise les coordonnées de l'utilisateur, la période et la durée de location et les éventuels accessoires mis à disposition. Il précise en outre la date prévue pour le retour du moyen de locomotion loué.

Le contrat de location comporte 4 pièces annexes : un extrait du présent règlement, les conditions générales de vente, la fiche d'état contradictoire ainsi que le manuel d'utilisation du matériel de locomotion.

Par la signature du contrat, l'utilisateur accepte le présent règlement, les conditions générales de vente, les conditions d'utilisation, ainsi que les tarifs, dont il a pris connaissance.

La fiche d'état contradictoire du moyen de locomotion et de ses accessoires est établie conjointement par l'équipe de Saumur Agglobus et l'utilisateur. Il appartient à l'utilisateur d'y faire consigner les éventuels dommages ou défauts qui n'auraient pas été inscrites par l'équipe de Saumur Agglobus. Ensuite, l'utilisateur dispose d'un délai d'une heure à partir de la signature du contrat pour faire état d'un dysfonctionnement imputable à Saumur Agglobus ; au-delà de ce délai, tout dysfonctionnement sera imputable à l'utilisateur.

L'équipe de Saumur Agglobus indique aux clients que seuls les trottinettes et les vélos peuvent être récupérés par ces derniers dans les mairies des communes pôles du territoire selon les modalités définies par l'équipe. Ce service sera proposé aux clients dès la réservation.

Article 9.4.2 Éléments nécessaires pour l'inscription

- Pièce d'identité en cours de validité
- Justificatif de domicile de moins de 3 mois
- Justificatif d'emploi dans un établissement du périmètre de la CASVL (si le locataire n'est pas domicilié dans le périmètre de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire) ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile de l'utilisateur spécifiant le moyen de locomotion loué ;
- Contrat d'apprentissage ou contrat de travail pour les loueurs âgés de 16 ans et moins de 18 ans ;
- Justificatif du Brevet de Sécurité routière (BSR) ou permis AM pour la location de voiture sans permis ;
- Compléter le formulaire attestant que le loueur n'est pas sous le coup d'une interdiction de conduire une voiture sans permis ;
- Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Article 9.4.3 Moyens d'inscription

Aux horaires d'ouverture de l'agence Saumur Agglobus
28 Place de la gare de l'État ou par mail sur le site www.agglobus.fr

Le contrat de location sera établi entre l'utilisateur et le personnel de Saumur Agglobus présent, sous réserve des éléments nécessaires pour l'inscription, listés ci-dessus.

Article 9.4.4 Durée de l'abonnement - Renouvellement

Le contrat d'abonnement est conclu pour une durée définie. La date de début d'abonnement est celle de retrait effectif du moyen de locomotion. La date de fin de location est inscrite dans le contrat ; si l'utilisateur ne souhaite pas renouveler son abonnement, il doit restituer le moyen de locomotion à la date prévue.

Tout document communiqué en vertu de la loi n° 62-512 du 5 mai 1962 relative à l'accès à l'information administrative est communiqué en vertu de la loi n° 2019-1166 du 22 novembre 2019 relative à la transparence de l'information administrative, notamment en matière de données publiques.
049-200071576-20230413-2023-064-DB-DE
Date de diffusion : 29/04/2023
Date de réception préfecture : 19/04/2023

Toute reconduction tacite est expressément exclue. L'abonnement peut être renouvelé, et le moyen de locomotion conserve sur demande de l'utilisateur au plus tard 3 jours avant la fin prévue du contrat de location en cours et sous réserve de stock du moyen de locomotion loué-suffisant.

Le renouvellement est alors réalisé auprès de Saumur Agglobus. L'utilisateur doit choisir sa nouvelle durée de location.

Saumur Agglobus se réserve le droit de demander à l'utilisateur de venir présenter le moyen de locomotion à l'agence commerciale ou à l'une des permanences sur les pôles de Centralité avant d'accepter un renouvellement.

Dans tous les cas de figure, une présentation du moyen de locomotion loué est obligatoire pour l'utilisateur, tous les six mois au maximum soit à l'agence de Saumur Agglobus soit à l'une des permanences sur les pôles de Centralité (à l'exception des voitures sans permis, uniquement à l'agence), dès réception de la notification du rendez-vous.

Saumur Agglobus se réserve le droit de refuser un renouvellement notamment en cas de dégradation du moyen de locomotion, de non-règlement de sommes dues ou de tout autre comportement préjudiciable.

Article 9.4.5 Restitution du moyen de locomotion et des accessoires

À l'issue de la période de location, l'utilisateur est tenu de rapporter le moyen de locomotion loué ainsi que ses éventuels accessoires à l'équipe de Saumur Agglobus. A cette occasion, une nouvelle fiche d'état contradictoire est établie en présence des deux parties. Si besoin, et en cas de dégradation constatée, une facturation des éléments à la charge de l'utilisateur sera établie.

Pour les fins de location et entretiens semestriels, de la même manière, vous aurez la possibilité de prendre rendez-vous en agence ou lors d'une des permanences sur le pôle de Centralité.

Les dépenses de carburant ou de charge électrique ne sont pas inclus dans les tarifs de location. Le locataire s'engage à restituer la voiture sans permis, le vélo, la trottinette avec 100% de charge électrique dans le cas d'une location d'un moyen de locomotion à motorisation électrique, ou 100% du réservoir de carburant rempli dans le cas d'une location d'une voiture sans permis à motorisation thermique.

Si à la restitution du matériel, il reste moins de 100% de charge ou de carburant, le locataire doit lui-même remettre le moyen de locomotion en charge à une station de recharge ou faire le plein. Si le locataire est dans l'impossibilité de réaliser cette mise à niveau, elle lui sera facturée par Saumur Agglobus.

Article 9.4.6 Fin du contrat de location du moyen de locomotion

Le contrat prend fin avec la signature de la fiche d'état contradictoire qui accompagne la restitution du moyen de locomotion et des éventuels accessoires, sous réserve du règlement effectif des sommes dues.

Le service pourra résilier le contrat en cas de non-respect du présent règlement.

ARTICLE 9. 5 Modalités d'utilisation

Article 9.5.1 Dispositions générales

Chaque moyen de locomotion est identifié et suivi par un numéro d'enregistrement et une fiche descriptive. Lors de la location, il est dressé d'un commun accord, entre l'équipe d'exploitation de Saumur Agglobus et l'utilisateur, une fiche descriptive du moyen de locomotion et de son état. Cette fiche concerne le moyen de locomotion et tous ses accessoires (N° interne, N° d'immatriculation, N° de batterie).

Il est interdit à l'utilisateur de louer, céder son moyen de locomotion et/ou de l'utiliser de quelque autre façon que celle prévue au présent règlement.

En cas de panne en cours de location, le locataire doit en informer immédiatement Saumur Agglobus qui décidera de la marche à suivre.

• **A faire un usage raisonnable du moyen de locomotion;**

- **A respecter les conditions d'utilisation du moyen de locomotion loué ;**
- À utiliser le moyen de locomotion (le territoire saumurois est préconisé) dans le respect du présent règlement ;
- À respecter la réglementation routière ;
- À utiliser le moyen de locomotion sans mettre en péril l'utilisation ou des tiers ;
- À ne pas démonter ou tenter de démonter tout ou partie du moyen de locomotion ;
- À se conformer à l'article R.431-1-3 du Code de la route obligeant le port d'un casque pour les conducteurs et les passagers de cycle âgés de moins de douze ans et à renoncer à toutes poursuites à l'encontre de Saumur Agglobus en cas de non-respect de cette obligation ;
- À se conformer à l'article R412-1 du Code de la route obligeant tout conducteur ou passager à porter une ceinture de sécurité homologuée lors de l'utilisation des voitures sans permis ;
- À assumer la garde du matériel de locomotion qu'il a loué ;
- À verrouiller systématiquement, avec le système fourni, le moyen de locomotion ;
- À restituer le moyen de locomotion dans les délais de la durée d'utilisation autorisée ;
- À déclarer toute perte, vol, accident ou autre problème relatif au matériel loué et à le signaler à l'équipe de Saumur Agglobus au maximum dans les 24 heures suivant la survenance de l'événement
- À utiliser le matériel fourni pour recharger les trottinettes et les vélos à assistance électrique et les voitures sans permis électriques ;
- À ne pas fumer à bord des voitures sans permis.

Il est de la responsabilité du locataire de prendre connaissance auprès de Saumur Agglobus des procédures liées au fonctionnement des moyens de locomotions loués et en particulier de l'utilisation devant être faite du câble de recharge. Tous manquements aux procédures qui lui auront été communiquées seront opposables au locataire.

Article 9.5.2 Dispositions spécifiques pour les contrats de location « vélos classiques étudiants »

L'utilisateur des vélos classiques « étudiants » est :

- Une personne qui fait des études supérieures et qui suit les cours d'une université, d'une grande école sur le territoire saumurois ;
- Une personne bénéficiant d'un contrat de travail d'un type particulier nommé contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation sur le territoire saumurois.

Pour toute demande de location « vélos classiques étudiants », l'utilisateur devra présenter soit :

- Une attestation de préinscription,
- Un certificat de scolarité,
- Une carte étudiante,
- Un contrat d'apprentissage.

Article 9.5.3 Dispositions spécifiques pour les contrats de location « trottinettes électriques »

La trottinette électrique est interdite sur les trottoirs, sauf si le maire de la commune l'autorise et si vous coupez le moteur.

En Agglomération, vous devez circuler sur les pistes cyclables ou à défaut sur les chaussées dont la vitesse maximale autorisée est de 50km/h et hors agglomération, uniquement sur les pistes cyclables ou voies vertes (hors dérogation).

La trottinette est interdite à la location aux enfants de moins de 16 ans. L'usage des écouteurs est interdit. Les feux avant et arrière sont obligatoires. Le port du gilet rétro-réfléchissant est nécessaire la nuit ou lorsque la visibilité est faible. Un avertisseur sonore est obligatoire (klaxon).

Article 9.5.4 Dispositions spécifiques pour les contrats de location « vélo »

Pour la location de longue durée de vélos, le loueur reconnaît être apte à la pratique du vélo et n'avoir aucune contre-indication médicale.

L'utilisateur ne peut souscrire en son nom qu'une seule location de vélo parmi les 8 types de vélos proposés.

Pour les vélos spécifiques, un deuxième utilisateur (dans le cadre familial) pourra être déclaré auprès de Saumur Agglobus.

Article 9.5.5 Dispositions spécifiques pour les contrats de location « voitures sans permis »

En cas de panne en cours de location, le locataire doit en informer immédiatement Saumur Agglobus qui décidera de la marche à suivre. Le locataire est responsable de tous les frais résultant d'une mauvaise utilisation de la voiture sans permis ou d'un accident. Les frais de réparation seront facturés au loueur au réel sans bénéfice de l'assurance ni de la franchise (détériorations causées au véhicule, remorquage, frais de dépannage et de recharge, ...).

En cas d'erreur, par le locataire, sur le remplissage du réservoir, les frais de carburant, de nettoyage des circuits d'alimentation et éventuels remplacements de pièces endommagées ou détériorées, et de remorquage sont à sa charge exclusive (exclusion d'assurance).

Les voitures sans permis seront louées prioritairement aux locataires justifiant d'un contrat de travail ou d'un contrat d'apprentissage pour réaliser des trajets domicile-travail.

Article 9.5.6 Dispositions spécifiques pour les contrats de location « communes »

Les communes du territoire pourront louer un vélo à assistance électrique classique pour expérimenter des itinéraires cyclables dans le cadre d'un aménagement et les vélos cargos logistiques pour expérimenter le transport de matériel si des vélos sont disponibles maximum 7 jours consécutifs. Un contrat de location sera établi dans le respect du présent règlement.

Les communes devront fournir les documents nécessaires à l'établissement de la facture.

Article 9.5.7 Dispositions spécifiques pour les contrats de location « entreprises »

Les entreprises du territoire pourront louer des vélos à assistance électrique logistique. Elles devront fournir un extrait Kbis de moins de 3 mois et les documents nécessaires à l'établissement de la facture. Un contrat de location sera établi dans le respect du présent règlement.

Article 9.5.8 Entretien des moyens de locomotion

L'utilisateur est responsable du moyen de locomotion loué pendant toute la durée de la location. À ce titre, il assure l'entretien courant du moyen de locomotion (rechargement de la batterie, gonflage, etc.), conformément aux recommandations transmises par l'équipe de Saumur Agglobus.

Une vérification complète de chaque moyen de locomotion est réalisée par l'équipe Saumur Agglobus au maximum tous les 6 mois.

Toute réparation, modification ou transformation d'un moyen de locomotion par l'utilisateur est interdite.

Article 9.6.1 Dispositions générales

D'une manière générale, l'utilisateur s'engage à être à jour de ses obligations financières vis-à-vis de Saumur Agglobus pendant toute la durée du contrat de location. Saumur Agglobus accepte les moyens de paiement suivants : espèces, chèques, carte bancaire ou prélèvement.

En fonction de la durée d'abonnement, l'utilisateur pourra choisir entre :

- Un prélèvement mensuel automatique (pour un abonnement annuel) ;
- Un règlement de la totalité de l'abonnement (mensuel, trimestriel et annuel).

En cas de prélèvement refusé, le client doit venir régulariser la situation au plus vite. Si l'incident s'est renouvelé plusieurs fois, il ne pourra pas souscrire à ce mode de paiement en cas de renouvellement du contrat.

Article 9.6.2 Provisions pour dépôt de garantie

Pour chaque location d'un moyen de locomotion, un mandat de prélèvement SEPA sera réalisé en guise de caution. Cette autorisation demeure valable en cas de reconduction du contrat de location sans interruption.

Les documents seront détruits dès que le moyen de locomotion aura été rendu et les éventuelles réparations à la charge de l'utilisateur réglées.

En cas de non-respect des engagements de l'utilisateur, le dépôt de garantie, fonction du matériel mis à disposition (montant indiqué dans la grille tarifs applicables sur le réseau de mobilités Saumur Agglobus) est encaissé sans préavis, pour les montants dus, et notamment dans les cas suivants :

- Absence de paiement sur dégradation du moyen de locomotion ;
- Absence de paiement de l'abonnement ;
- Vol ou perte du moyen de locomotion et/ou de ses accessoires ;
- Détérioration du moyen de locomotion et / ou de ses accessoires ;
- Non restitution du moyen de locomotion à la date de fin de location prévue au contrat ;
- Absence de paiement de la facture liée aux réparations du moyen de locomotion et/ou de ses accessoires ;
- Et dans tous les autres cas de non-respect du présent règlement.

Le montant du dépôt de garantie ne saurait en aucune manière, constituer une limite de responsabilité de l'utilisateur qui reste redevable des sommes dues. Saumur Agglobus se réserve le droit de poursuivre le locataire afin d'obtenir réparation de son entier préjudice.

Article 9.6.3 Facturation complémentaire

Pour toutes dégradations constatées à la restitution du moyen de locomotion, ou toute perte d'accessoires imputables à l'utilisateur, ce dernier encourt une facturation du prix des dégradations constatées. S'il s'agit de l'entretien normal du moyen de locomotion, d'un vice caché ou d'un changement de pièce dû à l'usure normale, la réparation sera effectuée gratuitement par Saumur Agglobus.

Dans tous les autres cas, toutes les pièces défectueuses ou manquantes, les crevaisons ou le nettoyage du moyen de locomotion seront facturés selon la grille tarifaire du présent règlement. En cas de non-respect du délai de règlement de la facture, Saumur Agglobus engagera les mesures nécessaires à l'usage du dépôt de garantie.

Seul Saumur Agglobus est apte à juger si une pièce est défectueuse et si la dégradation en incombe à l'utilisateur ou à Saumur Agglobus

Article 9.6.4 Mises à jour des moyens de paiement

L'utilisateur s'engage à mettre à jour ses coordonnées et informations bancaires au fur et à mesure des éventuels changements, de manière à ce que les informations mises à la disposition de Saumur Agglobus soient à jour pendant toute la durée du contrat de location.

Article 9.6.5 Cas particulier des retards de retours

Le retour du moyen de locomotion ou renouvellement du contrat de location doit être fait au plus tard le dernier jour du contrat en cours. Toute restitution au-delà de la date de la fin de location fera l'objet d'une pénalité de 20 euros par jour à compter du lendemain de la date de fin de contrat et jusqu'au 7^{ème} jour. Sans retour du moyen de locomotion après le 7^{ème} jour ou sans renouvellement de l'abonnement, le montant total de la caution sera prélevé.

ARTICLE 9. 7 Obligations des parties

Article 9.7.1 Obligations de l'utilisateur

L'utilisateur est responsable du moyen de locomotion qu'il loue pendant toute la durée de la location et jusqu'à restitution du moyen de locomotion à Saumur Agglobus. Il est seul et entier responsable des dommages matériels et/ou corporels causés à lui-même ou à des tiers par le moyen de locomotion, ou de l'utilisation qui en est faite pendant toute la durée de location (y compris lorsque celle-ci excède la durée de location autorisée en cas de restitution tardive par l'utilisateur).

Il s'engage à utiliser le moyen de locomotion avec précaution, dans le périmètre prévu, conformément à l'objet pour lequel il a été conçu, et dans le respect du présent règlement.

L'utilisateur doit aviser Saumur Agglobus de tout changement affectant les informations nécessaires à la gestion de son abonnement (adresse, numéro de téléphone, informations relatives au compte bancaire associé, ...).

L'utilisateur doit circuler en respectant les dispositions figurant au Code de la route. Il s'engage également au moment de l'utilisation d'un moyen de locomotion à ne pas se trouver sous l'emprise de l'alcool, de la drogue, de médicaments ou de toute autre substance altérant ses facultés au point d'entraîner une incapacité à maîtriser le moyen de locomotion.

L'utilisateur s'engage à mettre le moyen de locomotion à l'abri des intempéries, à respecter les consignes d'utilisation et recommandations techniques, notamment pour ce qui concerne la batterie (température, fréquence de rechargement, etc.).

L'utilisateur s'engage à présenter obligatoirement le moyen de locomotion dans le cadre des entretiens périodiques prédéfinis. L'utilisateur ne pourra en aucun cas décider de réparer lui-même un moyen de locomotion appartenant à Saumur Agglobus.

Il est en outre recommandé à l'utilisateur d'adapter sa distance de freinage en cas de pluie ; pour les vélos de vérifier le réglage de la selle pour adapter la hauteur à sa morphologie ; de porter un casque homologué et des vêtements adaptés (assurant une bonne visibilité).

L'utilisateur s'engage à restituer le moyen de locomotion à la fin de sa période d'abonnement. Il s'engage également à ramener le moyen de locomotion propre en fin de location comme pour l'entretien semestriel sous peine de facturation du nettoyage. L'utilisateur s'engage à payer les réparations (hors usure normale) suivant la grille de réparations sur le site internet de Saumur Agglobus.

L'utilisateur assume la garde du moyen de locomotion qu'il a loué, s'oblige à tout mettre en œuvre pour éviter sa disparition et s'engage à verrouiller systématiquement la voiture sans permis, le système antivol du vélo ou de la trottinette et à les attacher à un point fixe dès qu'il en interrompt l'utilisation. L'utilisateur étant gardien du moyen de locomotion et de ses accessoires, il sera le seul responsable de son vol et / ou de ses dégradations qu'elles qu'en soient les causes et les circonstances de réalisation.

Procès-verbal de réception : 049-200071876-20230413-2023-064-DB-DE
Date de réception : 13/04/2023
Date de réception : 13/04/2023

En cas de perte, de vol ou de détérioration du matériel loué, le montant des dommages subis sera facturé en supplément à l'utilisateur. En cas de disparition du moyen de locomotion dont il est responsable, l'utilisateur a l'obligation de signaler cette disparition à Saumur Agglobus et aux autorités, le moyen de locomotion demeurant sous sa pleine et entière responsabilité. Il fournira une copie du dépôt de plainte à Saumur Agglobus.

En aucun cas, l'utilisateur ne pourra se considérer comme propriétaire du moyen de locomotion loué, même dans le cas où le moyen de locomotion n'aurait pas été rapporté à Saumur Agglobus et aurait fait l'objet du paiement forfaitaire prévu dans la grille tarifaire.

En cas de perte, vol, dégradation ou tout autre problème, l'utilisateur s'engage à le signaler à Saumur Agglobus dans les plus brefs délais, et au maximum dans les 24 heures suivant la survenance de l'événement, au numéro suivant : 02.41.51.11.87, le moyen de locomotion restant en tout état de cause sous la responsabilité de l'utilisateur.

Le locataire répond des conséquences des infractions au code de la route, ou à la législation routière du lieu de circulation, qu'il commet. Le locataire est redevable du paiement des amendes et s'engage à les régler directement auprès des autorités compétentes ou de l'opérateur en cas de refacturation de ce dernier.

En cas de survenance d'un accident, le locataire s'engage à recueillir les informations nécessaires, notamment à remplir un constat, et à collaborer avec Saumur Agglobus.

Article 9.7.2 Obligations de Saumur Agglobus

Saumur Agglobus s'engage à louer des moyens de locomotion en parfait état de fonctionnement et conformes à la réglementation en vigueur au moment de la location. Saumur Agglobus s'engage à fournir un vélo à assistance électrique, trottinette électrique ou voiture sans permis électrique, dont la batterie est chargée.

Saumur Agglobus s'engage à tout mettre en œuvre afin d'assurer la permanence et la qualité du service proposé. Saumur Agglobus ne pourra, en aucun cas être tenu responsable en cas de suspension du service lié à un événement de force majeure ou imposé pour des raisons de sécurité.

La responsabilité de Saumur Agglobus ne peut pas être engagée au titre des services en cas de mauvaise utilisation par l'utilisateur des services proposés, de non-respect par l'utilisateur de ses obligations aux termes du présent règlement, d'utilisation du service par une personne non autorisée (notamment en cas de vol) ou en cas de force majeure.

Toute responsabilité de Saumur Agglobus liée à l'utilisation que l'utilisateur pourrait faire du moyen de locomotion, ou des dommages que l'utilisateur pourrait causer à lui-même ou à des tiers du fait de l'utilisation d'un moyen de locomotion, est entièrement exclue.

Saumur Agglobus s'engage à effectuer lors de la location les réglages nécessaires pour adapter les hauteurs de selle et de guidon à la taille du locataire pour les vélos. Saumur Agglobus s'engage également à assurer gratuitement le remplacement des organes de sécurité usagés (câbles et patins de freins, ampoules des systèmes d'éclairage, ...).

Les réparations dues à une usure anormale seront réalisées exclusivement par l'équipe d'exploitation de Saumur Agglobus.

Saumur Agglobus se réserve le droit de refuser l'accès au service à quiconque ne satisfait pas les présents règlements, sans être tenu de ne fournir aucune autre justification. Saumur Agglobus se réserve le droit de rompre le contrat en cas d'utilisation contraire du moyen de locomotion ; la remise en état de celui-ci entraînera une facturation imputable au locataire.

ARTICLE 10 Conditions d'application

Les personnes chargées de l'application du présent règlement sont :

- Les agents assermentés ;
- Les conducteurs / conductrices ;
- Le personnel d'accueil de l'agence commerciale Saumur Agglobus ;
- Les accompagnateurs ;
- Les représentants légaux ou les adultes dûment mandatés ;
- La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

ARTICLE 11 Interruption ou modification des services en cas de force majeure

En cas de force majeure (conditions météorologiques, travaux, pandémie...), la décision peut être prise d'interrompre ou de modifier les services de transport.

En cas de conditions atmosphériques exceptionnelles, les transporteurs du réseau Saumur Agglobus peuvent décider de ne pas assurer le service.

Lorsqu'un service n'est pas assuré le matin, il est également supprimé au retour de l'école.

L'information est alors communiquée aux voyageurs par l'ensemble des moyens de communication à disposition (affichage aux arrêts concernés pour les travaux, information sur le site internet et envoi de SMS / mails / Newsletter aux voyageurs inscrits au service) dans la mesure du possible.

ARTICLE 12 Les données personnelles

Les données à caractère personnel relatives à l'utilisateur recueillies par Saumur Agglobus sont traitées conformément aux dispositions de la loi n° 8-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004.

Ainsi, tout client dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition au traitement des données à caractère personnel le concernant en adressant un courrier postal à l'agence commerciale du réseau Saumur Agglobus à l'adresse suivante :

Saumur Agglobus
28 Place de la gare de l'État
49400 SAUMUR

Les données personnelles seront utilisées par le Transporteur du réseau Saumur Agglobus uniquement pour les besoins de gestion des services du réseau Saumur Agglobus.

En aucun cas, les données à caractère personnel des clients ne seront cédées ou commercialisées à des tiers.

ARTICLE 13 Réclamations et règlement des litiges

L'utilisateur peut effectuer une réclamation dans un délai de trois mois à compter de la date des faits au sujet desquels il effectue sa réclamation. Toute réclamation devra être envoyée à l'adresse suivante :

Saumur Agglobus
28 Place de la gare de l'État
49400 SAUMUR

ou sur le site internet www.agglobus.fr

Tous différends découlant du contrat avec le transporteur du réseau Saumur Agglobus ou en relation avec celui-ci seront soumis à la compétence exclusive des tribunaux français compétents auxquels les parties font expressément attribution de compétence, y compris en cas de référé, d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

En cas de litige, et uniquement après demande écrite transmise auprès du service clientèle concerné, dont la réponse ne lui a pas donné satisfaction ou en l'absence de réponse dans un délai de 1 mois, l'utilisateur du service peut avoir recours à un médiateur de la consommation en vue de sa résolution amiable.

Les parties au litige restent cependant libres d'accepter ou de refuser le recours à la médiation de la consommation.

En cas de recours à la médiation de la consommation, la solution proposée par le médiateur peut être acceptée ou refusée par les parties.

Les coordonnées et l'adresse du site internet du médiateur compétent sont les suivantes :

Association des médiateurs indépendants D'Île de France (A.M.I.D.I.F.)

Siège Social : 1 place des Fleurus – 77100 Meaux

Site internet : <http://www.amidif.com/>

Courriel : contact@amidif.com

Toute modification du présent règlement sera soumise à l'approbation préalable de l'assemblée délibérante.

Cependant, en cas de décisions gouvernementales imposant de nouvelles dispositions et conditions d'utilisation des transports (exemple contexte sanitaire spécifique), celles-ci s'appliqueront automatiquement aux usagers du réseau Saumur Agglobus sans que ces dernières soient soumises à l'approbation préalable de l'assemblée délibérante.

Le présent règlement sera :

- Transmis à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saumur ;
- Inséré au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Vu pour être annexé à la décision du Président de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire n°2023 – XXXX du 13 avril 2023.

Le Président,

Jackie GOULET



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-064-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TARDIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

RESEAU DE TRANSPORTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION – REGLEMENT - MODIFICATION

Les conditions dans lesquelles les usagers peuvent utiliser le réseau de transport de voyageurs Saumur Agglobus sont définies dans le règlement d'exploitation approuvé par décisions n° 2022-047-DB du 28 avril 2022 et n° 2022-088-DB du 20 octobre 2022 du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

En application de l'article 14 de ce règlement, toute modification doit être soumise à approbation. C'est pourquoi le Bureau est invité à délibérer sur les points présentés ci-après.

Sur proposition de la Commission "Mobilités" du 16 mars 2023, le Bureau est appelé à arrêter les principes suivants concernant :

- L'article 6.4 : dans le cas d'une inscription après la 1ère semaine de la rentrée scolaire, un équipement de sécurité est à retirer à l'agence ;
- L'article 6.5 : l'abonnement scolaire peut être utilisé sur le transport à la demande exclusivement pendant les périodes de vacances scolaires et le samedi si le service est proposé ;

- L'article 6.6.3 : le prélèvement automatique est déclenché 30 jours après la date d'émission de la facture au lieu de 45 jours précédemment. En cas de changement de coordonnées bancaires, il est nécessaire d'informer Saumur Agglobus immédiatement ;
- L'article 6.6.4 : En cas de demande de remboursement de l'abonnement, la carte n'est plus à retourner puisqu'elle peut être réutilisée ultérieurement. Un formulaire spécifique téléchargeable sur le site internet de Saumur Agglobus doit être complété et retourné à Saumur Agglobus en lettre recommandée ou lettre suivie ou au guichet ou par mail (contact@saumuragglobus.fr) ;
- L'article 6.7 : les réactivations d'arrêt peuvent être étudiées sans déviation de trajet ;
- L'article 7.4.1 : les enfants se rendant à un stage ne sont pas autorisés à utiliser le transport à la demande pendant les périodes scolaires ;
- L'article 7.6 : Les personnes à mobilité réduite pourront utiliser leurs abonnements lors de l'utilisation du service de transport à mobilité réduite ;
- L'article 7.8 : une sanction supplémentaire est ajoutée en cas de récidives ;
- L'article 9 : Les dispositions relatives à la location de longue durée des moyens de locomotions que sont les vélos électriques ou musculaires, les trottinettes électriques et les voitures sans permis sont détaillées ;
- L'article 9.3 : le service de location de longue durée des moyens de locomotion est accessible au plus de 18 ans et à partir de 16 ans pour les jeunes en apprentissage ou en contrat de travail sur présentation d'un justificatif ;
- L'article 9.4.1 : Seuls les trottinettes et les vélos peuvent être récupérés par les loueurs dans les mairies des communes pôles du territoire selon les modalités définies par Saumur Agglobus ;
- L'article 9.4.2 : les justificatifs suivants sont ajoutés à la liste des éléments à fournir par le loueur :
 - L'attestation d'assurance responsabilité civile de l'utilisateur spécifiant le moyen de locomotion loué ;
 - Le contrat d'apprentissage ou le contrat de travail pour les loueurs âgés de 16 ans et moins de 18 ans ;
 - Le formulaire attestant que le loueur n'est pas sous le coup d'une interdiction de conduire une voiture sans permis ;
- L'article 9.4.5 : les dépenses de carburant ou de charge électrique ne sont pas incluses dans les tarifs de location. Le locataire s'engage à restituer la voiture sans permis, le vélo, la trottinette avec 100% de charge électrique dans le cas d'une location d'un moyen de locomotion à motorisation électrique, ou 100% du réservoir de carburant rempli dans le cas d'une location d'une voiture sans permis à motorisation thermique.

Si à la restitution du matériel, il reste moins de 100% de charge ou de carburant, le locataire doit lui-même remettre le moyen de locomotion en charge à une station de recharge ou faire le plein. Si le locataire est dans l'impossibilité de réaliser cette mise à niveau, elle lui sera facturée par Saumur Agglobus.

- L'article 9.5.1 : la liste des engagements de l'utilisateur a été complétée comme suit :
 - Il est préconisé d'utiliser les moyens de locomotion sur le territoire saumurois ;
 - À respecter les conditions d'utilisation du moyen de locomotion loué ;
 - A se conformer à l'article R412-1 du code de la route obligeant tout conducteur ou passager à porter une ceinture de sécurité homologuée lors de l'utilisation des voitures sans permis ;
 - Utiliser le matériel fourni pour la recharge des trottinettes, des vélos et des voitures sans permis ;
 - A ne pas fumer à bord des voitures sans permis
- L'article 9.5.3 : les dispositions spécifiques pour les contrats de location de trottinettes électriques sont ajoutées dans cet article :
 - Seule une personne âgée de plus de 16 ans peut louer une trottinette électrique
 - Les usagers de la trottinette ne devront pas circuler sur les trottoirs ;
- L'article 9.5.4 : Pour les vélos spécifiques (vélos cargos, vélos adaptés PMR), un deuxième utilisateur (dans le cadre familial) pourra être déclaré auprès de Saumur Agglobus.
- L'article 9.5.5 : En cas de panne de la voiture sans permis en cours de location, le locataire doit en informer immédiatement Saumur Agglobus qui décidera de la marche à suivre. Le locataire est responsable de tous les frais résultant d'une mauvaise utilisation de la voiture sans permis ou d'un accident. Les frais de réparation seront alors facturés au loueur au réel sans bénéfice de l'assurance ni de la franchise.

En cas d'erreur, par le locataire, sur le remplissage du réservoir de la voiture sans permis, les frais de carburant, de nettoyage des circuits d'alimentation et éventuels remplacements de pièces endommagés ou détériorées, et de remorquage sont à sa charge exclusive (exclusion d'assurance).

Les voitures sans permis seront louées prioritairement aux locataires justifiant d'un contrat de travail ou d'un contrat d'apprentissage pour réaliser des trajets domicile-travail.

Article 9.5.6 : Les communes du territoire pourront louer un vélo à assistance électrique classique pour expérimenter des itinéraires cyclables dans le cadre d'un aménagement et les vélos cargos logistiques pour expérimenter le transport de matériel si des vélos sont disponibles maximum 7 jours consécutifs.

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'agglomération de modifier le règlement d'exploitation en tenant compte des principes cités ci-dessus (annexé au présent rapport) à compter du 1er mai 2023.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la décision 2022-047-DB du 28 avril 2022 portant approbation du nouveau règlement d'exploitation du réseau de transports de voyageurs Saumur Agglobus ;

Vu la décision 2022-088-DB du 20 octobre 2022 portant approbation du nouveau règlement d'exploitation du réseau de transports de voyageurs Saumur Agglobus ;

Vu l'avis favorable de la commission "Mobilités" du 16 mars 2023 ;

Aussi,

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** les modifications du règlement d'exploitation du réseau de transport de voyageurs Saumur Agglobus, joint à la présente délibération, applicable à compter du 1^{er} mai 2023.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :


Pour : 39

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLAISSÉ



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-063-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

ADHÉSION ANNUELLE À L'ASSOCIATION REGIONALE CREHA OUEST

Le CREHA Ouest est un outil partenarial qui, au travers des fichiers départementaux de la demande locative sociale, fédère les acteurs locaux des politiques d'habitat social depuis près de 25 ans. Cette association, implantée sur les régions des Pays de Loire et de Bretagne, regroupe une application métier de gestion et d'instruction des demandes de logements (Imhoweb) ainsi qu'un observatoire statistique du logement social.

Le CREHA Ouest est une association de loi 1901, émanant du Mouvement HLM, dont les membres sont l'Union Sociale pour l'Habitat, les Associations Régionales HLM Bretagne et Pays de la Loire, les Associations Départementales HLM Bretagne, l'ensemble des bailleurs sociaux et Action Logement Services ainsi que les collectivités locales adhérentes.

Les missions du CREHA Ouest sont les suivantes :

- Animation du dispositif ;
- Suivi technique : entre les différents partenaires et le prestataire informatique (Sigma) de l'application IMHOWEB ;

Veille déontologique en lien notamment avec les obligations CNIL et RGPD ;

Analyses statistiques et bilans d'activités via l'observatoire augmenté (analyses sur le profil de la demande locative sociale, des bilans sur les publics prioritaires, des statistiques ou études à la demande) ;

- Gestion administrative, juridique et comptable ;
- Formations.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est partenaire du CREHA Ouest depuis 2017. A ce titre, elle dispose d'un accès au logiciel Imhoweb, à l'espace adhérents et aux outils : fiches territoriales ; bilans d'activités et évolution de la demande. Une convention de partenariat relative au fichier de la demande locative sociale du Maine-et-Loire a été conclue sur la période 2017-2020, puis 2020-2022. La convention de partenariat 2023-2025 est en cours de reconduction.

En octobre 2022, les Administrateurs du CREHA Ouest, réunis en AGE, ont acté la modification des statuts de l'association en vue de permettre, aux collectivités et structures associées qui le souhaitent, de devenir membres-adhérents et d'accéder à des données plus complètes déployées au sein de l'observatoire augmenté, et de participer éventuellement à la gouvernance associative.

Au titre de sa compétence Equilibre Social de l'Habitat, Saumur Val de Loire ambitionne dans le cadre de son PLH 2020-2025 de mettre en œuvre une stratégie d'équilibre dans le parc social (*fiche action n°9*), via :

- La coordination communautaire des stratégies d'attribution de logements sociaux,
- L'appui à la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et au Plan Partenarial de Gestion de la Demande (PPGD),
- La mise en œuvre de l'ensemble des leviers identifiés dans la Conférence Intercommunale d'Equilibre Territoriale.

L'agglomération entend également renforcer son positionnement de chef de file de la politique locale de l'habitat (*fiche action n°16*) et accompagner les communes dans la mise en œuvre de leurs objectifs et plus largement dans l'acculturation à la politique locale de l'habitat (*fiche action n°17*). Le développement d'indicateurs de suivi propres sur l'évolution du contexte territorial et du marché local et la fiabilisation et mise à jour annuelle de l'observatoire constituent également des actions inscrites au PLH (*fiche action n°18*).

La qualité de membre adhérent du CREHA Ouest permettra à la Collectivité, via l'accès à l'observatoire augmenté, d'obtenir des données fiables et actualisées sur les demandes, les offres ainsi que les attributions de logement locatif social sur le territoire et à l'échelle de chaque commune en vue de mener à bien les travaux de la Conférence Intercommunale du Logement. Cette participation vaut pour l'accès des communes membres de l'EPCI au dispositif.

Il est ainsi proposé, au titre de l'année 2023, d'adhérer à l'association CREHA Ouest pour un montant de 200 euros TTC.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu les articles 97 et 98 de la loi du 24.3.14 dite loi ALUR, rendant obligatoire pour les EPCI compétentes en matière d'Equilibre Social de l'Habitat l'adhésion au fichier commun de la demande locative sociale ;

Considérant la pertinence d'adhérer au CREHA Ouest pour bénéficier d'un accès à l'observatoire augmenté répondant aux enjeux des travaux à conduire au titre du Programme Local de l'Habitat Saumur Val de Loire et notamment ceux de la Conférence Intercommunale du Logement ;

Considérant la convention de partenariat relative au fichier de la demande locative sociale du Maine et Loire 2020-2022 conclue entre le CREHA Ouest et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et celle en cours de reconduction sur la période 2023-2025 ;

Aussi,

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE VALIDER** l'adhésion de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au CREHA Ouest au titre de la mise en œuvre des actions 9, 16, 17 et 18 de son Programme Local de l'Habitat 2020/2025 pour un montant de 200 euros TTC annuel ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document nécessaire à l'exécution des présentes.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 39

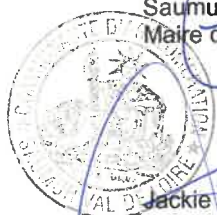
Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET CLAISSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-062-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Armel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Armel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

CHANTIERS D'INSERTION - ASPIRE, ASEA, AQUA-SYLVA, JARDINS DU COEURS, SOLUTIV EMPLOI ET AIED - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - CONVENTIONS 2023

Le chantier d'insertion est un dispositif d'insertion sociale et professionnelle fondé sur le travail, ayant pour finalité de développer l'employabilité :

- Consistant en la réalisation d'un ouvrage ou d'un service dont l'utilité collective pour la population locale est aisément perceptible ;
- Mené par un opérateur compétent à la fois techniquement et en matière d'encadrement de personnes en insertion ;
- Incluant une dimension collective (travail en équipe) et valorisant les personnes vis-à-vis d'elles-mêmes et de leur entourage ;
- Induisant une démarche de formation articulée au chantier ;
- Dans une démarche de coopération avec les entreprises susceptibles d'intervenir sur le même type d'ouvrage ;

Dans une démarche concertée de partenariat local (Service Public de l'Emploi, services du Conseil Général, collectivités locales, autres associations d'insertion, etc.).

Ces conventions, pour l'année 2023, ont pour objet de définir les engagements réciproques entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et les Chantiers d'Insertion :

- ASPIRE
- ASEA CAVA
- AQUA SYLVA
- RESTAURANTS DU CŒUR / JARDINS DU CŒUR
- AIE DÉVELOPPEMENT
- SOLUTIV EMPLOI

Pour rappel, en 2022, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire avait octroyé une aide de :

- 123 690 € pour le fonctionnement de l'ASPIRE
- 21 700 € pour le fonctionnement de l'ASEA / CAVA
- 17 360 € pour le fonctionnement de AQUA SYLVA
- 30 380 € pour le fonctionnement des RESTAURANTS DU CŒUR/ JARDINS DU CŒUR
- 49 910 € pour le fonctionnement de l'AIE DÉVELOPPEMENT Doué,

Soit une subvention globale de 243 040 euros.

Pour l'année 2023, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaite garantir l'action des Chantiers d'Insertion par un soutien financier en direction des publics en difficultés sociales. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaite octroyer 2 postes supplémentaires adultes au titre de l'année 2023 à savoir : 1 poste adulte supplémentaire à Aspire (4 340 €) et 1 poste adulte au chantier d'insertion Solutiv Emploi (4 340€).

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire octroie ainsi aux chantiers d'insertion une subvention de fonctionnement pour 2023 d'un montant de 251 720 euros, pour le renforcement de l'encadrement et de l'accompagnement socio-professionnel en chantier d'insertion.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;
Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu le vote du Budget 2023 en date du 15 décembre 2022

Vu les dispositions des conventions fixant les conditions d'organisation des projets menés par les Chantiers d'Insertion,

Considérant que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaite garantir l'action des Chantiers d'Insertion par un soutien financier en direction des publics en difficultés sociales et leur octroie une subvention dont le coût par place est de 4 340 euros par poste adulte et 2 170 euros par poste jeune, pour le renforcement de l'encadrement et de l'accompagnement socio-professionnel en chantier d'insertion.

La subvention est répartie comme suit :

Postes Adultes : 234 360 €

ASPIRE CHANTIER (28 postes)	ASEA (4 postes)	AQUA SYLVA (4 postes)	RESTAURANT DU CŒUR/JARDINS DU CŒUR (7 postes)	AIED (10 postes)	SOLUTIV EMPLOI (1 poste)
121 520 €	17 360 €	17 360 €	30 380 €	43 400 €	4 340 €

Postes jeunes : 17 360 €

ASPIRE CHANTIER (3 postes)	ASEA (2 postes)	AIED (3 postes)
6 510 €	4 340 €	6 510 €

Considérant l'exposé ci-dessus,

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** les conventions dont l'objet consiste à définir les engagements réciproques entre la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire et les opérateurs et à fixer le montant du versement d'une subvention globale de 251 720 € dans le cadre des Chantiers d'Insertion pour l'année 2023, dont la répartition financière se fait comme suit :
 - o ASPIRE : 128 030 euros
 - o ASEA : 21 700 euros
 - o AQUA SYLVA : 17 360 euros
 - o RESTAURANT DU CŒUR/JARDINS DU CŒUR : 30 380 euros
 - o AIE DÉVELOPPEMENT : 49 910 euros
 - o SOLUTIV EMPLOI : 4 340 euros
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 39

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET CLASSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-061-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TARDIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

MISSION LOCALE DU SAUMUROIS - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - CONVENTION 2023

L'Association Mission Locale du Saumurois a pour objet,

- de contribuer à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes âgés de 16 à 25 ans, ayant quitté le système scolaire, inscrits ou non comme demandeurs d'emploi et domiciliés sur l'arrondissement de Saumur
- d'assurer la gestion administrative de la Mission Locale du Saumurois.
- de mettre en œuvre l'accompagnement du plan de l'État pour favoriser l'emploi des jeunes sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Conformément au protocole 2010 des Missions Locales, le financement des Missions Locales et PAIO est assuré par l'État, le FSE et les collectivités territoriales dans une logique de cohérence et de complémentarité de l'action publique en faveur des jeunes en difficulté d'insertion.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire octroie une subvention par habitant. (*Population double compte déterminée dans le cadre du dernier recensement INSEE 99 261 habitants ; base 1,16 euro par habitant*).

Pour l'année 2023, la subvention s'élève à 115 142,76 €.

Ainsi, il convient d'établir une nouvelle convention pour l'année 2023 entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Mission Locale du Saumurois fixant les engagements réciproques entre les deux entités.

Dans le cadre de cette convention, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire apporte un soutien financier à l'Association pour la réalisation en 2023 des objectifs suivants :

- > L'accompagnement du plan de l'État pour favoriser l'emploi des jeunes sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.
- > La réalisation d'actions par la Mission Locale du Saumurois : « Aller Vers » pour favoriser l'emploi des jeunes sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.
- > La réalisation d'actions par la Mission Locale du Saumurois sur la thématique de la citoyenneté en direction des jeunes du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.
- > Le renforcement d'un accompagnement plus ciblé des jeunes en lien avec les partenaires du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu le budget primitif 2023 adopté par le Conseil Communautaire du 15 décembre 2022 prévoyant les crédits nécessaires à l'attribution d'une subvention de 115 142,76 euros à la Mission Locale du Saumurois ;

Considérant l'exposé ci-dessus ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** la convention annuelle entre la Mission Locale du Saumurois et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 115 142,76 euros pour l'année 2023 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention entre la Mission Locale du Saumurois et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Le Bureau communautaire approuve la proposition.

Résultat des votes :

Pour : 37

Contre : 1

Abstention : 1

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLAISSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-060-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

FILIÈRE BOIS – CHARTE FORESTIERE : DEMANDE D'UNE SUBVENTION AUPRES DE « NUITS DES FORÊTS » POUR LA REALISATION D'UNE ANIMATION ARTISTIQUE AU BOIS DU PETIT SOUPER A SAUMUR.

Dans le cadre de la Charte forestière de Saumur Val de Loire, approuvée au Conseil Communautaire du 06 avril 2023, des animations ayant pour objectifs de sensibiliser à la gestion forestière et de développer la « Culture forestière » sur le territoire sont inscrites au Plan d'actions 2023-2027. L'opportunité de participer à un événement d'ampleur nationale, le Festival Nuits des forêts du 09 au 18 juin 2023, s'est présentée en début d'année. Il permet à la collectivité de s'inscrire dans une démarche à l'échelle du territoire national, de communiquer auprès du grand public sous une bannière commune avec d'autres forêts. L'association Nuits des forêts permet également de mettre en relation les propriétaires forestiers et des artistes. Courant février la labellisation nous a été octroyée par l'association Nuits des forêts ainsi qu'une subvention de 600 euros pour financer une animation artistique en soirée, à destination du grand public. Une balade contée sera donc proposée, avec l'association Fleurs de conte, le samedi 10 juin de 20h30 à 22h30 au bois communal du Petit Souper à Saumur.

Depuis 1999, la Ville de Saumur est propriétaire de cet espace forestier de plus de 100 hectares situés sur le territoire de Saint-Hilaire-Saint-Florent et Rou-Marson. La forêt communale, bénéficie d'un plan de gestion avec l'Office National des Forêts (ONF). La Ville de Saumur a souhaité mettre en valeur ce domaine forestier,

Le territoire des Saumurois et des touristes, constituant un véritable poumon vert à quelques minutes des zones urbaines, sa diversité en matière d'essence et la présence de l'office National des forêts en fait un lieu attractif pour réaliser des actions pédagogiques et artistique sur le thème de la forêt.

L'ensemble du programme et la logistique est élaboré par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. Les partenaires sollicités ou ayant proposé une activité sont : la Ville de Saumur, l'école d'art de Saumur, l'association Fleurs de contes, La Ligue de protection des oiseaux, l'Office national des Forêts, le Parc naturel Régional Loire Anjou Touraine, l'Asea 49, le Centre Régional de la Propriétaire Forestière, Fransylva, Fibois Pays de la Loire, l'association l'Outil en main, la ludothèque de Saumur... .

Ce programme proposera des animations en lien avec la gestion forestière et la biodiversité en forêt réparties sur 3 après-midi pendant la semaine de festival.

Budget animation artistique Nuits des forêts :

DÉPENSES	Montant total	RECETTES	Montant total	% du total
Prestation d'animation : balade contée en soirée.	600€	Subvention Festival Nuits des forêts	600€	100 %
Total	600€	Total	600€	

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE SOLLICITER** la participation financière auprès de « Nuits des forêts » à hauteur de 600 euros TTC pour la réalisation de l'animation artistique « balade contée » ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention à intervenir, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau communautaire approuve la proposition.

Résultat des votes :

Pour : 38


Contre :

Abstention : 1

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur


Jackie GOULET CLAISSE

**DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET DE L'ATTRACTIVITÉ
POLE TOURISME - SC**

Tel. 02.41.40.45.71

Email : tourisme@agglo-saumur.fr

CIRCUITS DE RANDONNEES – ENTRETIEN DU BALISAGE

Circuits pédestres :

1. La forêt de nos ancêtres (Brain sur Allonnes)
2. A la confluence du Thouet et de la Dive (Brézé)
3. Au cœur du vignoble (Dampierre sur Loire)
4. Forêt et architecture (Fontevraud l'Abbaye)
5. La butte d'Argentay (Les Verchers sur Layon)
6. Vigne et bois (Les Ulmes)
7. Sur les traces de Robrica (Chênehutte)
8. Perspectives de Loire (Cunault)
9. De la Loire aux Roches (Gennes)
10. De Loire en forêt (Le Thoureil)
11. Le chemin des vieilles pierres (St Georges des 7 Voies)
12. Entre Loire et coteaux (Trèves)
13. Circuit des Lavandières (Courléon)
14. Circuit de la forêt (Courléon)
15. Promenade des amoureux de l'histoire et de la nature (Mouliherne)
16. Circuit du château noir (Vernoil)
17. 2 clochers pour un village (Vernantes)
18. Autour de l'abbaye d'Asnières (Cizay – Montfort)
19. Entre château, Loire et troglodytes (Montsoreau et Turquant)
20. Entre Blou et Neuillé (Blou et Neuillé)
21. Entre Loire et coteaux (Parnay)
22. Une histoire au fil de l'eau (Rou Marson)
23. De bois en vignes et lavoirs (Vaudelnay)
24. Entre vigne et forêt (Grézillé)
25. La source de l'Aubance (Louerre)
26. Nature de l'île Ollivier (Les Rosiers sur Loire)
27. Les pinèdes (St Philbert du Peuple)

Soit 27 circuits représentant plus de 300 km.



Circuits équestres / VTT :

1. Le Coudray Macouard / Cizay-la-Madeleine - « Entre ombres et lumières »
2. Gennes – Val de Loire - Sur la piste des mégalithes et troglodytes (*équestre*)
3. La Breille-les-Pins / Brain sur Allonnes
4. Saumur / Dampierre / Souzay Champigny / Turquant - Circuit équestre et VTT vignes et coteaux du Saumur Champigny
5. Turquant / Fontevraud / Montsoreau (+ Candes St Martin)
6. La Grande Boucle (Vernantes)
7. Boucle La Belle Echappée La Breille-les-Pins / Courléon
8. Boucle de Gennes-Chênehutte

Soit 8 circuits représentant plus de 210 km (hors variantes)

Circuits cyclables :

1. Liaison Center Parcs Fontevraud (2 km sur 17 km)
2. Boucle vélo « vignobles et vallée du Thouet » (65 km)
3. Boucle vélo « entre Loire et falun » (76 km)
4. Vélobuissonnière (35 km sur 250 km)
5. Boucle vélo « d'Abbaye en châteaux » (17,5 km sur 35 km)

soit 5 circuits représentant plus de 200 km



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-059-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

CIRCUITS DE RANDONNEES COMMUNAUTAIRES - ENTRETIEN DU BALISAGE - DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAINE-ET-LOIRE - ANNEE 2023

Le Conseil Communautaire du 14 décembre 2017 a approuvé une liste de circuits communautaires pour lesquels la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire s'est engagée à assurer l'entretien du balisage. Il s'agit de circuits inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) situés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération pour différentes pratiques (pédestre, équestre et VTT) – (Cf annexe).

Le budget prévisionnel des dépenses alloué à l'entretien du balisage des circuits de randonnées se décomposait comme suit :

Fonctionnement (entretien du balisage) :	Investissement (création ou modification de balisage, poteaux, panneaux, fiches promotion, etc.) :
· Montant : 17 000 €	· Montant : 12 500 € HT
· Communauté d'Agglomération : 60 %	· Communauté d'Agglomération : 60 %
· Département de Maine-et-Loire : 40 %	· Département de Maine-et-Loire : 40 %

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu le Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (P.D.I.P.R.),

Vu la délibération n° 2017/319-DC du 14 décembre 2017 définissant les circuits d'intérêt communautaire,

Vu le budget primitif 2023 adopté par le Conseil Communautaire du 15 décembre 2022 prévoyant les crédits nécessaires pour la réalisation de l'entretien du balisage des circuits de randonnées ;

Vu l'avis favorable de la Commission Tourisme en date du 16 mars 2023 ;

Considérant la nécessité d'assurer l'entretien du balisage des circuits de randonnées déclarés d'intérêt communautaire ;

Considérant le plan prévisionnel des dépenses au titre de l'année 2023 ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE PRENDRE EN CHARGE** l'entretien du balisage des circuits de randonnées déclarés d'intérêt communautaire ;
- **D'APPROUVER** le plan prévisionnel des dépenses suivant au titre de l'année 2023 :

Fonctionnement (entretien du balisage) :	Investissement (création ou modification de balisage, poteaux, panneaux, fiches promotion, etc.) :
. Montant : 17 000 €	. Montant : 4 200 € HT
. Communauté d'Agglomération : 60 %	. Communauté d'Agglomération : 60 %
. Département de Maine-et-Loire : 40 %	. Département de Maine-et-Loire : 40 %

- **DE SOLLICITER** du Département de Maine-et-Loire une subvention d'un montant le plus élevé possible ;
- **DE SOLLICITER** du Département de Maine-et-Loire l'autorisation de commencer ces opérations avant la décision des instances départementales ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document et à prendre toutes les mesures nécessaires en exécution des présentes

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 39

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :



Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLAISSE

Annexe 7 : Dossier photographique



Bâtiment – vue de face



Hall d'entrée



Aspect des bureaux (désormais vides)



Aspect des couloirs (étage)



Patio central



Toit terrasse



Dalles amiantées



Cuisine – ancien appartement du concierge



Local rez-de-chaussée



Gaîne amiantée dans le local de la chaudière



Chaudière

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230413-2023-058-DB-DE
Date de télétransmission : 19/04/2023
Date de réception préfecture : 19/04/2023



Parking du personnel et garage



Localisation fosse septique et pompe de relevage



Bâtiment – vue de derrière



Intérieur du garage



Extérieur du garage



Fossé bordant le site

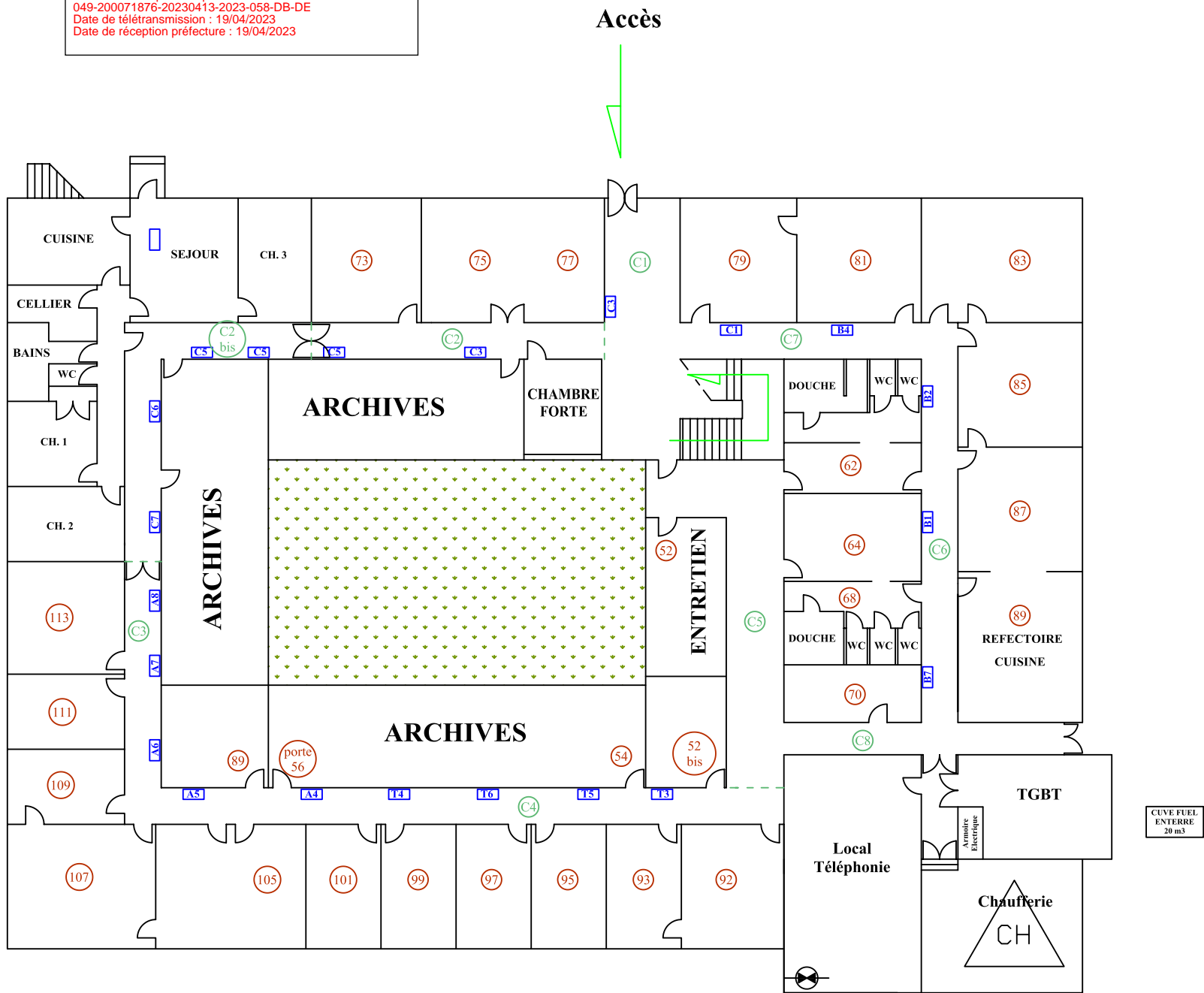


Localisation de la cuve enterrée



Local transformateur

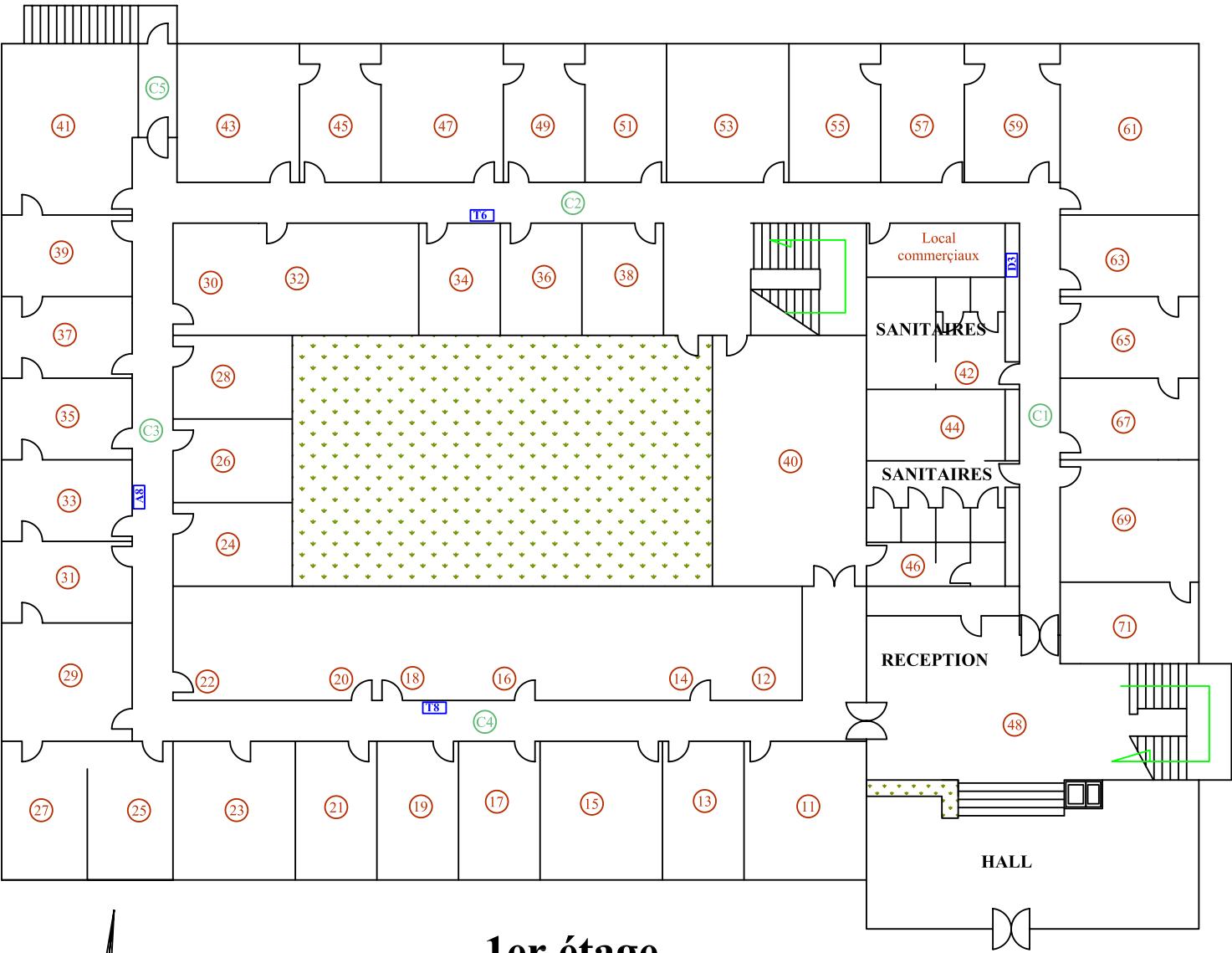
Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230413-2023-058-DB-DE
Date de télétransmission : 19/04/2023
Date de réception préfecture : 19/04/2023



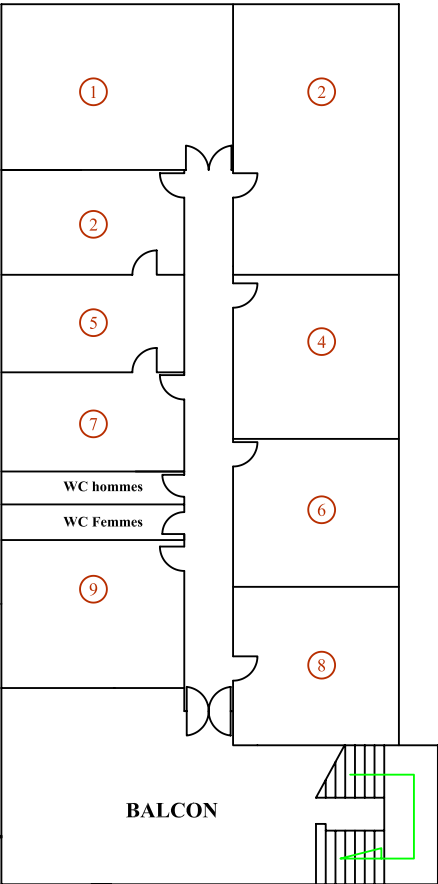
Rez-de-chaussée



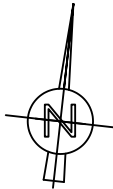
France Champignon
Siège social
Chantemerle
49400 Bagnaux
Ech 1/
A jour au 4/12/2007



1er étage



2ème étage



Accès

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230413-2023-058-DB-DE
Date de télétransmission : 19/04/2023
Date de réception préfecture : 19/04/2023

Localisation
approximative
ancienne fosse toutes
eaux et tranchées
filtrantes

Parking personnel

Ancienne fosse
septique
local garden

Cuve fioul
domestique



Parking visiteurs

Coopérative Agricole FRANCE CHAMPIGNON
Chantemerle, Bagneux
49427 SAUMUR cedex

SIÈGE SOCIAL

Service Ingénierie

Echelle: 1/xxx A3

Date: 08/02/2021

Plan n° 355b

PLAN DE MASSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-058-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI) - CESSION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DU SITE DE L'ANCIEN SIEGE DE LA COOPERATIVE AGRICOLE FRANCE CHAMPIGNON

Du fait de son caractère emblématique, sa localisation et ses surfaces, la Communauté d'Agglomération s'est portée acquéreuse de l'ancien siège de France Champignon situé à Bagneux, vendu dans le cadre d'une vente aux enchères en septembre 2022 au prix de 401 000€. L'objectif était de constituer une réserve foncière à vocation économique en vue de répondre à des besoins de développement d'entreprises endogènes ou l'installation d'entreprises exogènes.

D'une emprise de 4,6 hectares, le site dispose d'une surface immobilière utile totale d'environ 2 670m².

Afin de :

- garantir une mise en concurrence saine des porteurs de projets ;
- s'assurer de la pérennité du projet ;
- revitaliser ce site emblématique du Saumurois

Il est proposé de mettre en œuvre un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) afin de céder cet ensemble immobilier et foncier.

Les dossiers attendus concernent des activités touristiques (restauration, hôtels, autres hébergements touristiques) et de bureaux.

Calendrier prévisionnel :

Date de publication de l'AMI : 28 avril 2023

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 29 septembre 2023

Date des auditions : semaine du 16 octobre 2023

Date de sélection du projet lauréat : fin novembre 2023

Après les discussions, le lauréat confirmera son offre via une lettre d'offre d'intention qui devra faire l'objet d'une validation par le Bureau Communautaire.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu l'avis favorable de la commission « commerce, artisanat et tertiaire » du 16 mars 2023 ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le projet d'Appel à Manifestation d'Intérêt pour la cession de l'ancien siège de la Coopérative Agricole France Champignon,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous les actes qui peuvent être subséquents,

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 39

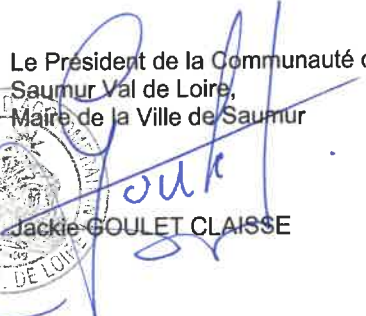
Contre :

Abstention :


Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET CLAISSE





BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-057-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Armel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Armel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU) - COUR ARTISANALE – MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE - CONCOURS

Dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier prioritaire du Chemin Vert-Hauts Quartiers, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a confié à ALTER PUBLIC, la construction d'une Cour Artisanale par convention de mandat. Cette Cour Artisanale sera située, à la place du bâtiment 161/179 rue Schweitzer, Boulevard de la Marne à Saumur, devant faire l'objet d'une démolition en 2023

La Cour Artisanale a pour objectif de s'adresser aussi bien à des habitants du quartier qui souhaiteraient créer leur entreprise qu'à des entreprises déjà existantes qui souhaiteraient s'implanter ou se développer sur le Quartier Prioritaire.

Cette opération est estimée à 4 120 000€ (hors foncier et dévoiements de réseaux) et sera achetée d'ici fin 2025.

Pour cette construction, il est envisagé de recourir à un maître d'œuvre externe, dont la sélection s'opérera par concours restreint.

Conformément aux articles R2162-24 et R2171-17 du Code de la Commande Publique, le jury de concours sera constitué des membres élus de la commission d'appel d'offres, de personnalités dont la participation présente un intérêt particulier et d'un tiers de membres présentant une qualification professionnelle particulière au regard des études à réaliser.

Ces personnes qualifiées seront indemnisées, sur justificatif, à hauteur de 400 euros HT la demi-journée, et se verront rembourser leurs frais de déplacement, sur la base des frais kilométriques conformément au barème fiscal d'un véhicule de 7 CV maximum, ou d'un aller/retour SNCF en seconde classe.

Le jury se réunira en deux séances afin de formuler un avis sur les candidatures à retenir, limitées à trois, puis sur les prestations remises par les trois candidats pré-sélectionnés.

Conformément à l'article R2172-4 du Code susvisé, les candidats qui auront remis des prestations conformes au règlement du concours, bénéficieront d'une prime égale au prix estimé des études à effectuer, dans le cas présent une esquisse, affectée d'un abattement de 20%, soit 11 000 € HT.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'ARRÊTER** le montant de la prime à verser à chacun des candidats ayant remis des prestations conformes au règlement de la consultation, à 11 000 € HT
- **DE FIXER** l'indemnité à verser, sur justificatifs, aux personnes qualifiées pour leur participation au jury à 400 euros HT la demi-journée, à laquelle s'ajoutera le remboursement des frais de déplacement, sur la base des frais kilométriques conformément au barème fiscal d'un véhicule de 7 CV maximum, ou d'un aller/retour SNCF en seconde classe.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

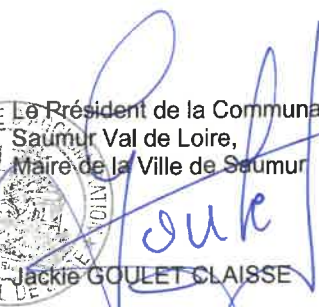
Pour : 40

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLAISSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-056-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU) - AVENANT N°1 – CONVENTION DE MANDAT ALTER POUR LA CONSTRUCTION D'UNE COUR ARTISANALE A SAUMUR

Par décision du bureau en date du 20 janvier 2022, une convention de mandat a été approuvée par la Collectivité afin de confier à ALTER PUBLIC, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la construction d'une Cour Artisanale, boulevard de la Marne à Saumur.

Cette convention de mandat a été établie sur la base de l'étude de faisabilité réalisée par l'EPARECA en 2016. Ainsi, le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle pour cette opération était de 1 525 650 € HT pour un montant prévisionnel des travaux de 1 100 000 € HT et une surface de plancher d'environ 1200 m².

Dans le cadre de l'élaboration du programme, les besoins ont évolué : outre la construction d'une Cour Artisanale, la collectivité a souhaité la réalisation de locaux pour l'AIED et augmenter les superficies de locaux tertiaires afin de répondre à une demande croissante sur le territoire de l'Agglomération.

Aussi, la surface de plancher du projet a-t-elle été réévaluée à 2335 m² environ, soit près du double de ce qui était initialement prévu, en vue d'accueillir une plus grande diversité d'activités.

Les estimations établies au stade programme ont permis d'évaluer le montant prévisionnel des travaux à 2 942 000 € HT (valeur décembre 2022). Cette augmentation du coût des travaux entraîne une réévaluation du coût de l'opération.

Ainsi, il convient de prendre en compte ces évolutions dans le cadre d'un avenant n°1 à la convention de mandat initiale.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu l'avis favorable de la commission « commerce, artisanat et tertiaire » du 16 mars 2023 ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1 à la convention de mandat entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Société publique locale ALTER PUBLIC, pour la construction d'une Cour Artisanale à Saumur
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ledit avenant et tous les actes qui peuvent lui être subséquents.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 40

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLASSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-055-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TARDIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

DEVELOPPEMENT D'UNE FILIERE HYDROGENE – ETUDE DE FAISABILITE – DEMANDE DE SUBVENTION

Dans le cadre de son schéma de développement des énergies renouvelables et de son plan d'actions, la Communauté d'agglomération s'est fixée une feuille de route sur 5 ans pour l'animation et le déploiement de filières d'énergies renouvelables.

Ainsi, elle s'est fixée comme objectif de développer un éco-système d'hydrogène vert sur le territoire de Saumur Val de Loire.

Dans cette perspective de développement d'une filière locale de production et de consommation d'hydrogène, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a souhaité identifier les potentialités du territoire en sondant le monde économique.

Ainsi, en novembre 2022 la Communauté d'Agglomération a réuni des industriels et transporteurs du territoire pour une séance d'information sur l'énergie hydrogène, et particulièrement l'hydrogène vert.

Lors de cette rencontre, une trentaine d'entreprises étaient présentes et vingt-et-une d'entre elles ont souhaité poursuivre le projet au terme de cette réunion d'information.

L'étape suivante concerne le lancement d'une étude d'opportunité destinée à identifier au cas par cas, dans chaque entreprise, des réels besoins, ou non, en hydrogène et de quantifier ces besoins. L'objectif de cette étape est de vérifier s'il est opportun pour chaque entreprise candidate d'utiliser cette nouvelle énergie mais aussi de quantifier les volumes pour préparer l'étape suivante : la production locale.

Cette prestation est estimée à 21 600 euros HT soit 25 920 € TTC. Pour mener à bien cette démarche, la CASVL sollicite un soutien financier auprès de la Banque des Territoires et de la Région des Pays de la Loire.

Le budget prévisionnel s'établit comme suit :

Dépenses	En € TTC	Recettes	En € TTC	
Étude d'opportunité	25 920	Banque des Territoires	12 960	50 %
		Région Pays de la Loire	7 776	30 %
		CASVL	5 184	20 %
TOTAL	25 920	TOTAL	25 920	100 %

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le lancement d'une étude d'opportunité en vue de développer une filière locale d'hydrogène vert sur le territoire de Saumur Val de Loire ;
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel ;
- **DE SOLLICITER** de la Banque des Territoire une subvention d'un montant le plus élevé possible ;
- **DE SOLLICITER** de la Région des Pays de la Loire une subvention d'un montant le plus élevé possible
- **DE SOLLICITER** l'autorisation de commencer ces opérations avant la décision des instances compétentes ;

D'AUTORISER le Président ou son représentant à signer tout document et à prendre toutes les mesures nécessaires en exécution des présentes.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 40

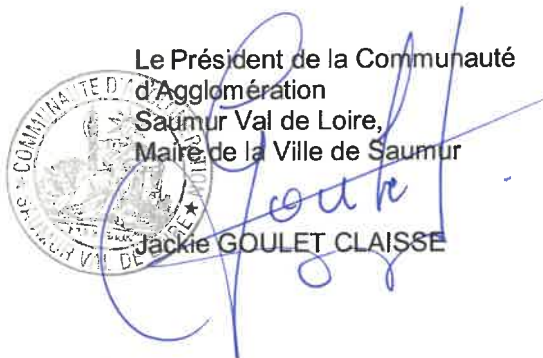
Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté
d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET CLAISSE

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-054-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

AVENANT N° 2 A LA PROMESSE UNILATERALE DE VENTE AUTORISANT LA CESSIION DES PARCELLES SITUÉES 52-56 RUE DE ROUEN À SAUMUR AU PROFIT DE LA SAS NEXITY IR PROGRAMMES LOIRE

Considérant que la durée de validité de la promesse arrive à échéance le 13 juillet 2023.

Considérant que les conditions suspensives et notamment celles concernant les servitudes ne sont pas toutes réalisées.

Considérant que dès lors, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et NEXITY souhaitent prolonger la promesse unilatérale de vente signée le 14 janvier 2022, jusqu'au 15 décembre 2023 ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la délibération n°2021-123-DB du Bureau Communautaire du 9 décembre 2021 autorisant la signature de la promesse unilatérale de vente avec NEXITY ;

Vu la promesse unilatérale signée le 14 janvier 2022 ;

Vu la délibération n°2022-017-DB du 10 mars 2022 portant approbation de l'avenant n°1 à la promesse unilatérale de vente ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** l'avenant n° 2 à la promesse unilatérale de vente sous conditions suspensives conclue entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et NEXITY, prolongeant jusqu'au 15 décembre 2023 le délai de réalisation de la vente et des conditions suspensives ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n°2 ainsi que tous documents en exécution des présentes ;

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 40

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur


Jackie GOULET-CLAISSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-053-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

FESTIVAL D'ANJOU 2023 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE (EPCC) ANJOU THÉÂTRE

Depuis 2012, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire accompagne le Festival d'Anjou, deuxième festival de théâtre de France (26 000 spectateurs par an), en accueillant une ou plusieurs représentations au sein du théâtre le Dôme de Saumur.

Cette collaboration, définie aux termes d'une convention annuelle, vise à préciser les conditions de partenariat de l'événement.

Depuis 2018, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a souhaité faire évoluer le partenariat en soutenant l'EPCC Anjou Théâtre pour l'organisation du Festival D'Anjou par le versement d'une anticipation financière à hauteur de 30 000 € (trente mille euros), étape préalable à une adhésion à l'EPCC.

Par son soutien, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire devient un partenaire privilégié de l'EPCC Anjou Théâtre dont les principales missions sont de développer et promouvoir la création, la diffusion et la pratique du théâtre dans le Département. Outre l'organisation du Festival d'Anjou et la gestion du Château du Plessis-Macé, l'EPCC accompagne tout au long de l'année le travail des compagnies professionnelles du Maine-et-Loire au travers d'aides financières, de soutien à la diffusion, de coproduction et d'accueils de résidences sur le Département dont le territoire de Saumur Val de Loire.

Pareilleurs pour l'année 2023, Anjou Théâtre a programmé le spectacle « Les Règles du savoir-vivre dans la société moderne » le vendredi 23 juin à 20h30 et le spectacle « Music-Hall » le samedi 24 juin à 20h30, pour la 7^{ème} édition du festival d'Anjou.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu l'avis favorable de la commission Culture du 6 mars 2023,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de contribuer à l'essor du festival Anjou théâtre et d'encourager la pratique du théâtre sur le territoire,

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** la convention de partenariat annexée entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'EPCC Anjou Théâtre ;
- **D'AUTORISER** la mise en place d'une sous-régie permettant la vente de billet pour le compte du festival d'Anjou par les agents de billetterie de notre collectivité ;
- **D'AUTORISER** le versement de la somme de 30 000 € à l'EPCC Anjou Théâtre au titre du partenariat mis en place entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'EPCC Anjou Théâtre ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions de partenariat et de billetterie à venir

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 41

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLASSE

ANNEXE

BUREAU COMMUNAUTAIRE DU 13 AVRIL 2023

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230413-2023-052-DB-DE
Date de télétransmission : 19/04/2023
Date de réception préfecture : 19/04/2023

MANIFESTATIONS A CARACTÈRE CULTUREL SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS ANNÉE 2023

DEMANDEUR	ÉVÈNEMENT	LIEU	critère 1	critère 2	critère 3	critère 4	critère 5	Montant attribué	En attente d'éléments complémentaires
			Association/Collectivité	Caractère culturel	Soutien de la commune	Echo interco	dép. Artistiques		
BELLEVIGNE LES CHATEAUX	FETE DU CHATEAU	BELLEVIGNE LES CHATEAUX	COLLECTIVITE	OUI	COLLECTIVITE	OUI	OUI	500,00 €	
CAMPAGN'ART & CO	LA GUINGUETTE TIERS LIEU “ EN BULLANT “	8 petites communes choisies sur appel à candidature	ASSOCIATION	OUI	NON	OUI	OUI	NEANT	
COMITE DES FETES	48EME FETE DES METIVES	DENEZE SOUS DOUE	ASSOCIATION	OUI	DENEZE SOUS DOUE	OUI	OUI	400,00 €	
MAIRIE DE DISTRE	SOIREE ESTIVALE	DISTRE	COLLECTIVITÉ	OUI	COLLECTIVITE	OUI	OUI	500,00 €	
ATELIER THEATRE DU SYCOPHANTE	FESTIVAL THEATRAMADOUÉ (27ème) 30ème anniversaire de l'association	DOUE EN ANJOU + 1 AUTRE COMMUNE NON CHOISIE	ASSOCIATION	OUI	DOUE EN ANJOU	OUI	OUI	800,00 €	
ELAN SAUMUROIS	MUSIQUE EN TOUT GENRE	SAUMUR	ASSOCIATION	OUI	SAUMUR	OUI	OUI	800,00 €	
FONDS DE DOTATION ANAKO	FESTIVAL ANAKO DU FILM ETHNOGRAPHIQUE 9EME	MONTREUIL-BELLAY / ROU-MARSON / SAUMUR	FOND DE DOTATION	OUI	MONTREUIL BELLAY	oui	OUI	200,00 €	
Association ANAKO du Château Reine de Sicile	LES TRIBULATIONS D'ANAKO – Cycle de rencontres audiovisuelles	SAUMUR	FONDS DE DOTATION	OUI	SAUMUR	oui	OUI	600,00 €	
COMMUNE DE GENNES VAL DE LOIRE	FESTIVAL « ECOUTER LA LOIRE »	ROSIERS SUR LOIRE – ILE OLLIVIER	COLLECTIVITE	OUI	COLLECTIVITE	OUI	OUI		X
COMMUNE DE GENNES VAL DE LOIRE	FETE DE LA REVOLUTION	ROSIERS SUR LOIRE – ILE DE GENNES	COLLECTIVITE	OUI	COLLECTIVITE	OUI	OUI	1 400,00 €	
COMMUNE DE GENNES VAL DE LOIRE	LES OLYMPIADES CULTURELLES	Concours, Les Rosiers-sur-Loire et St Georges des 7 Voies — Gennes-Val-de-Loire	COLLECTIVITE	OUI	COLLECTIVITE	OUI	OUI		X
ART ET LOIRE	FESTIVAL ART ET LOIRE	GENNES	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	300,00 €	
AMIS DES ORGUES DES ROSIERS s/LOIRE	CONCERT QUINTETTE ARABESQUE	Rosiers s/Loire	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	Oui	OUI	300,00 €	
LES AMIS DE NOTRE DAME DE CUNAUT	MAI DE L'ORGUE ET HEURES MUSICALES de CUNAUT	Eglise Saint-Aubin de Trèves et en la prieurale de Cunault	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	1 600,00 €	
ARGLODYTE	RENCONTRE AUTOUR DE LA SCULPTURE	GENNES VAL DE LOIRE	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	500,00 €	
ARTRODYTESPACE – HELICE TERRESTRE	30 ANS DE L'HELICE TERRESTRE	GENNES VAL DE LOIRE	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	1 000,00 €	
ASSOCIATION JEANNE CAMILLE	LA FETE DES BATEAUX TRADITIONNELS DU THOUREIL	LE THOUREIL	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	300,00 €	
ASSOCIATION GABARE AND CO / TIERS LIEU LIBRAIRIE CAFÉ L'IDIOT	Un festival d'été à Gennes Val de Loire / Chênehutte / 1ère Édition	CHENEHUTTE	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	NEANT	
COMITE DES FETES ET DE LOISIRS ST MARTIN DE LA PLACE	REPRESENTATION THEATRALE – VIVE LA COLOCATION	ST MARTIN DE LA PLACE	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	NEANT	
ASSOCIATION COURT-CIRCUIT DES DEUX RIVES	FESTIVAL COURT-CIRCUIT	Gennes, St Martin de la Place, St Georges des 7 Voies et le Thourel	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	1 000,00 €	
EOLIHARPE	PROGRAMMATION ANNUELLE ET ACTION CULTURELLE	GENNES VAL DE LOIRE	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	1 000,00 €	
ART EN CRUE	Festival Art en Crue	ROSIERS SUR LOIRE – ILE OLLIVIER	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	800,00 €	
ASSOCIATION GREZILLE LOISIRS	FETE DE LA MUSIQUE 2023	GREZILLE	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	NEANT	
ASSOCIATION GREZILLE LOISIRS	FETE DE L'ETANG	GREZILLE	ASSOCIATION	OUI	GENNES VAL DE LOIRE	OUI	OUI	150,00 €	
VILLAGES DE CHARMES	FAIRE A CHEVAL	COUDRAY-MACOUARD	COLLECTIVITE	OUI	COLLECTIVITE	OUI	OUI	500,00 €	
ASSOCIATION POUR L'ESSOR DU PAYS PONOT : APEPP	PUYSENSFESTIVAL	LE PUY NOTRE-DAME	ASSOCIATION	OUI	LE PUY NOTRE DAME	OUI	OUI	1 200,00 €	
LIGERIENS DE COEUR	INSTANTS MUSICAUX LIEUX INSOLITES (IMLI)	MONTSOREAU / PARNAY / FONTEVRAUD	ASSOCIATION	OUI	En instance	OUI	OUI	500,00 €	
ASSOCIATION DU BRUIT QUI COURT – CIE MESDEMOISELLES	MOBILE	LONGUE JUMELLES	ASSOCIATION	OUI	LONGUE JUMELLES	OUI	OUI	800,00 €	
LES P'TITES CHEMINEES	SOIREE CONCERT LES P'TITES CHEMINEES	village de Rochemenier, 49700 Louresse Rochemenier	ASSOCIATION	OUI	LOURESSE ROCHEMENIER	OUI	OUI	700,00 €	
ART ET DECOUVERTE	LA LOIRE EN CHANSONS	MONTSOREAU	ASSOCIATION	OUI	MONTSOREAU	OUI	OUI	120,00 €	
LIGERIANA MUSICALE	LES MUSICALES DE MONTSOREAU	Montsoreau musée d'art contemporain / l'Eglise Saint Pierre de Rest /	ASSOCIATION	OUI	MONTSOREAU	OUI	OUI	1 600,00 €	
ASSOCIATION DU FESTIVAL DE ROU-MARSON	FESTIVAL DE ROU MARSON	ROU-MARSON	ASSOCIATION	OUI	ROU-MARSON	OUI	OUI	1 200,00 €	
AMIS DES ORGUES DE SAUMUR	CONCERTS ET AUDITION DES ORGUES EN SOLO OU ASSOCIES A D'AUTRES INSTRUMENTS	SAUMUR	ASSOCIATION	OUI	SAUMUR	OUI	OUI	600,00 €	
BIRDLAND STUDIO	FESTIVAL SONS DES VIGNES		ASSOCIATION	OUI	SAUMUR	OUI	OUI		X
ORCHESTRE D'HARMONIE DE SAUMUR	150ème ANNIVERSAIRE DE CRÉATION DE L'ORCHESTRE D'HARMONIE DE SAUMUR	SAUMUR	ASSOCIATION	OUI	SAUMUR	OUI	OUI	NEANT La manifestation aura lieu au DOME	
OPÉRA AUTREMENT	UN MUNDO RARO, CONCERT/SPECTACLE	SAUMUR	ASSOCIATION	OUI	SAUMUR	OUI	OUI	Association hors territoire + Journées du	
MJC SAUMUR	l'objet d'un concours d'idées en direction des enfants et jeunes inscrits en activité	SAUMUR	ASSOCIATION	OUI	SAUMUR	OUI	OUI	NEANT Résidence	
ASSOCIATION PAQ'LA LUNE	PLEIN FEUX SUR LES QUARTIERS	quartiers prioritaires Chemin Vert et Hauts Quartiers	ASSOCIATION	OUI	SAUMUR	OUI	OUI	NEANT Association hors territoire	
ASSOCIATION CULTURE ET LOISIRS	SPECTACLES DES FAMILLES	ST PHILBERT DU PEUPLE	ASSOCIATION	OUI	T PHILBERT DU PEUPL	OUI	OUI	150,00 €	
ASSOCIATION TRACK'N'ART	FESTIVAL TRACK'N'ART (10ème)	site des Ecuries Foulon, Doué en Anjou	ASSOCIATION	OUI	DOUE EN ANJOU	OUI	OUI	3 000,00 €	
COMMUNE DE TUFFALUN	CINEMA PLEIN AIR – LA BOITE CARREE - LE PLEIN DE SUPER	TUFFALUN	COLLECTIVITÉ	OUI		OUI	OUI	150,00 €	
ASSOCIATION ART EN TROGLO	ANIMATIONS À LA BOUTIQUE MÉTIERS D'ART	TURQUANT	ASSOCIATION	PARTIELLEMENT	TURQUANT	OUI	OUI	600,00 €	
ASSOCIATION D'ANIMATION TOURISTIQUE DE MONTREUIL-BELLAY	FESTIVAL DE THÉÂTRE DE MONTREUIL-BELLAY	MONTREUIL-BELLAY	ASSOCIATION	OUI	MONTREUIL BELLAY	OUI	OUI	1 500,00 €	
ANIMA LIBRI	SALON ANIMA LIBRI	MONTREUIL BELLAY	ASSOCIATION	OUI	MONTREUIL BELLAY	OUI	OUI	800,00 €	
LES FILMS A ROULETTES	FESTIVAL LES FILMS À ROULETTES	MONTREUIL-BELLAY	ASSOCIATION	OUI	MONTREUIL BELLAY	OUI	OUI	1 200,00 €	
AU CŒUR DES BULLES	22ème Festival international de la BD	Colleges et lycée de la communauté d'agglomération de Gennes-Val-de-Loire	ASSOCIATION	OUI	MONTREUIL BELLAY	OUI	OUI	2 500,00 €	
TOTAL								29 270,00 €	
	reste à réaliser							8 730,00 €	



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-052-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

MANIFESTATIONS A CARACTÈRE CULTUREL SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS ANNÉE 2023

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a reconduit le principe d'un soutien aux manifestations à caractère culturel sur le territoire en dégageant à cet effet pour l'année 2023 une enveloppe d'un montant de 38.000 €.

Dans ce cadre, le groupe de travail « aides aux manifestations culturelles », composé de 7 élus et présidé par Rodolphe Mirande, Vice-Président en charge de la Culture, a souhaité, en vue d'établir une sélection des projets subventionnables, maintenir les critères d'attribution existants, à savoir :

1- Critères obligatoires :

- L'événement doit émaner d'une association œuvrant sur le territoire ou d'une commune membre de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
- L'événement doit revêtir un caractère culturel avéré
- Le soutien de la commune accueillante doit être prouvé par un écrit
- L'événement doit avoir un écho intercommunal (attirer le public au-delà de la commune où se déroule l'événement)
- Le budget (réel ou à défaut prévisionnel) doit justifier de dépenses artistiques clairement identifiées

La subvention sera limitée à 15% du budget de l'événement avec un plafond maximum de 3 000 € de manière à borner le montant des subventions attribuées. Il est spécifié parallèlement que le montant de la subvention attribuée ne peut être supérieur au montant des dépenses artistiques présentées par les porteurs de projets au sein de leur budget.

• **2- Critères secondaires :**

- L'événement doit promouvoir les artistes locaux autant que faire se peut
- L'événement doit garder une logique de territoire
- Les subventions seront mandatées en deux fois selon le calendrier suivant :
- 40% suite au vote du présent arbitrage et sur notification écrite
- Le solde sur présentation du bilan définitif à l'issue de la manifestation. Dans le cas où le budget de la manifestation serait finalement moindre, le solde serait calculé au prorata des dépenses réalisées.

En application de ces critères et de ce règlement, le groupe de travail a proposé aux membres de la Commission Culture l'attribution de subventions aux organisateurs d'événements sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu le budget primitif adopté par le Conseil communautaire le 15 décembre 2022 prévoyant les crédits nécessaires d'un montant de 38 000 € à l'attribution de subventions à caractère culturel,

Vu le tableau annexé fixant les montants d'attribution des subventions aux organisateurs d'événements culturels sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,

Vu l'avis favorable de la commission culture du 6 mars 2023,

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE VALIDER** les propositions de subventions pour un montant global de 29 270 € (voir annexe),
- **D'AFFECTER** ces dépenses sur les crédits ouverts à l'exercice budgétaire 2023

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 41

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLAISSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-051-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Armel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Armel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

PROGRAMMATION CULTURELLE ESTIVALE 2023 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LE FESTIVAL « LA DIVE MUSIQUE » DE SEUILLY

Le festival « La Dive Musique » existe depuis 2011 et met à l'honneur la musique ancienne chaque mois d'août entre Touraine et Anjou. Stéphane Béchy, directeur artistique, s'est fixé pour objectif de créer une émulation autour de la musique ancienne et baroque en vue de permettre au plus grand nombre de découvrir des instruments anciens parfois méconnus mais surtout de mettre à l'honneur l'Orgue. Chaque année le festival investit des lieux patrimoniaux, publics ou privés, intimes comme la chapelle baroque du château de Cheigny ou grandioses comme la collégiale de Candes-Saint-Martin.

Depuis 2022, un partenariat a été mis en place avec cette association afin qu'un concert en Saumurois vienne étoffer sa programmation, professionnelle et de haute qualité. Ledit concert prendra place en l'Église Notre Dame de Nantilly mettant en valeur son orgue baroque datant de 1685 (le plus ancien de la région) et entièrement restauré dans ses jeux d'origine. Un récital d'orgue par le concertiste Pierre Goussot proposera un programme autour de la prédication aux oiseaux de Saint François d'Assise (musique écrite et improvisations).

Ce concert sera porté conjointement par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et le festival de Seuilly et s'inscrira dans la programmation estivale 2023 assurée par Héroïse Gaillard, Directrice artistique de la collectivité. Le concert est prévu le samedi 19 août 2023 en l'église de Nantilly à 16h00.

Cette collaboration, définie aux termes d'une convention, visera à préciser les conditions de partenariat de l'événement notamment en termes de billetterie, d'apports techniques et de communication.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire propose de soutenir ce concert sur le territoire en apportant un soutien financier à l'organisation de cet événement en saumurois à hauteur de 500 € (subvention exceptionnelle).

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu l'avis favorable de la commission culture du 6 mars 2023,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération d'encourager les initiatives culturelles sur le territoire,

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** la convention de partenariat annexée entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et le festival de Seuilly « La Dive Musique » 2023 ;
- **D'AUTORISER** le versement de la somme de 500 € au festival de Seuilly au titre d'une subvention exceptionnelle visant l'organisation d'un concert en Saumurois ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de partenariat ou tout autre document afférent

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 41

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

 Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLAISSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-050-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Armel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Armel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

SAUMUR- BREIL - AVENANT N° 3 AU BAIL EMPHYTEOTIQUE CONCLU LE 3 AVRIL 2014 EN LA FORME ADMINISTRATIVE ENTRE LA VILLE DE SAUMUR, LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCAL SAUMUR EVENEMENTIEL

Considérant que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ambitionne de conclure avec la société Trina Solar, une convention d'occupation temporaire en vue d'installer des panneaux photovoltaïques sur certains immeubles de son patrimoine communautaire.

Considérant que dans ce patrimoine communautaire, elle gère certains immeubles non pas en tant que propriétaire, mais en tant qu'emphytéote et donc titulaire de droits réels.

Considérant que c'est notamment le cas de la parcelle 287 CZ 326 sise la Prairie des Godets à Saumur et concernée par l'installation d'ombrière sur le parking de cette parcelle dont dispose la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au titre du bail emphytéotique du 3 avril 2014 consenti par la Ville de Saumur.

Considérant que si la fin de la convention d'occupation temporaire avec Trina Solar est prévue en 2067, le bail emphytéotique entre la Ville de Saumur et la Communauté d'Agglomération arrive à échéance le 30 juin 2034.

Considérant qu'il y a dès lors lieu de prolonger ce bail afin qu'il couvre la période d'occupation de la société Trina Solar.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la signature du protocole transactionnel entre la Ville de Saumur et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire signé le 25 septembre 2016 et valant avenant n°1 au bail emphytéotique conclu le 3 avril 2014 ;

Vu la décision n°2018-044-DB du 29 mars 2018 autorisant la signature d'un nouvel avenant au bail emphytéotique du 3 avril 2014 valant avenant n°2 ;

Vu la délibération n°2022-048-DB du Bureau Communautaire du 28 avril 2022 approuvant la convention d'occupation temporaire pour l'installation d'ombrières et toitures photovoltaïques sur différents sites de l'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la promesse de convention d'occupation temporaire constitutive de droits réel signée entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la société Trina Solar le 21 juillet 2021

Vu l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État du 18 avril 2023

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°3 au bail emphytéotique du 3 avril 2014 prolongeant jusqu'au 30 juin 2069 ledit bail ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n°3 ainsi que tous documents en exécution des présentes ;

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 41

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET CLAISSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-049-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

FIN DE MISE A DISPOSITION DE LA PISCINE DES ROSIERS SUR LOIRE

Considérant que la piscine estivale des Rosiers sur Loire, particulièrement vétuste, présente des problématiques de fonctionnement avec des conséquences techniques et sanitaires rendant les réparations complexes et très onéreuses ;

Considérant le projet de réhabilitation d'une piscine estivale sur la commune de Gennes-Val-de-Loire ;

Considérant qu'il n'y a plus besoin de deux piscines estivales sur ce même territoire ;

Considérant qu'il convient de rétrocéder la piscine des Rosiers sur Loire à la commune de Gennes-Val-de-Loire car elle n'entre plus dans la compétence communautaire des piscines ;

Considérant la décision n° 2017-133 DB du 30 novembre 2017 mettant fin à la disposition des biens à la Commune des Rosiers-sur-Loire mais qui ne prévoit pas celle de la piscine.

Considérant que dès lors, il y a lieu de faire un PV de fin de mise à disposition de la piscine des Rosiers sur Loire.

Vu l'article L. 5211-5 III du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au transfert de compétences dans le cadre d'une création d'un établissement public de coopération intercommunale ;

Vu les articles L. 1321-1 à L. 1321-5 fixant les modalités de la mise à disposition des biens en cas de transfert de compétences ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la décision n° 2017-133 DB du 30 novembre 2017 mettant fin à la disposition des biens à la Commune des Rosiers-sur-Loire mais qui ne prévoit pas celle de la piscine

Vu le PV constatant la mise à disposition de la Communauté de Communes de Loire-Longué des équipements sportifs d'intérêt communautaire de la Commune des Rosiers sur Loire en date du 11 avril 2012 ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE RESTITUER** la piscine des Rosiers sur Loire à sa Commune par le biais d'un procès-verbal de fin de mise à disposition du bien ;
- **DE DONNER** tous pouvoirs à Monsieur le Président ou son représentant pour signer le procès-verbal tel qu'annexé à la présente décision ainsi que tout document relatif à ce dossier.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 38


Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET-CLASSE



BUREAU COMMUNAUTAIRE

13 AVRIL 2023

DECISION N° 2023-048-DB

Le treize avril deux mille vingt-trois à 17 h 30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le sept avril deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président : Jackie GOULET CLAISSE

Vice-Présidents : Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 048 à 053), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 052 à 065),

Conseillers délégués : Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND (de 050 à 065), Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT,

Conseillers : Didier ROUSSEAU (de 050 à 065), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME (de 048 à 057), Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 050 à 065), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jeannick CANTIN, Olivier DESCHARD, Arnel FROGER, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Éric LEFIEVRE, Jacky MARCHAND, Gérard POLICE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusés ayant donné pouvoir :

Éric TOURON à Éric MOUSSERION (de 048 à 051), Arnel FROGET à Sylvie PRISSET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT à Jackie GOULET CLAISSE, Christian GALLE à Pierre-Yves DOUET, Jacqueline TRADIVEL à Sylvie BEILLARD

Secrétaire de séance : Didier GUILLAUME (de 048 à 057) – Didier ROUSSEAU (de 058 à 065)

	DB 048 à 049	DB 050 à 051	DB 052 à 053	DB 054 à 057	DB 058 à 065
Membres en exercice	52	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27	27
Présents	32	35	36	35	34
Absents - Excusés	20	17	16	17	18
Pouvoirs	6	6	5	5	5
Votants	38	41	41	40	39

TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU SIEGE SOCIAL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION - APPROBATION DU PROGRAMME, DU PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL ET AUTORISATION DE SOLLICITER DES FINANCEMENTS

La Communauté d'Agglomération Saumur-Val de Loire a acquis, en janvier 2021, l'hôtel particulier datant des années 1830, nommé « les Folies Giraud », pour en faire son nouveau siège. Le bâtiment initial fut augmenté d'ailes sur cour et sur rue dans les années 1880. La Chambre de Commerce de Saumur, qui s'y était installée dans les années 1930, construisit une aile sur jardin en 1943, pour disposer de salles de formation.

Les différents bâtiments sont répertoriés au titre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de Saumur selon des degrés de protections divers : l'ancien hôtel sur rue possède la plus haute protection, tandis que l'aile sur jardin dispose d'une protection mineure.

L'ensemble du bâti a conservé ses menuiseries originelles en chêne à simple vitrage, avec une faible performance thermique à l'exception de quelques remplacements effectués dans les années 2000.

Un audit énergétique a été réalisé et le scénario retenu préconise des travaux d'isolation du bâti qui devront permettre de réaliser un gain de 62,3% sur la consommation d'énergie primaire. Ils seront réalisés en deux temps :

- Phase 1 : remplacement des ouvrants,
- Phase 2 : isolation des murs de l'hôtel consulaire, renforcement de l'isolation en combles, de la ventilation, et changement de l'éclairage. Le système de chauffage sera remplacé par une PAC (avec appoint gaz).

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Considérant que le programme « Travaux de rénovation énergétique du siège social de la Communauté d'Agglomération – phase 2 » peut faire l'objet d'une demande de subvention au titre du Fonds Vert 2023 ;

Considérant le plan de financement prévisionnel HT de cette opération, lequel s'articule comme suit :

DEPENSES	Montant H.T. prévu	RESSOURCES	Montant prévu	%
Travaux	840 374,00	Etat Fonds Vert	401 388,00	46 %
Maîtrise d'œuvre	36 335,00	Europe FEDER ITI	299 979,00	34 %
		Autofinancement	175 342,00	20 %
TOTAL	876 709,00	TOTAL	876 709,00	100

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le programme de « Travaux de rénovation énergétique du siège social de la Communauté d'Agglomération – phase 2 »,
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel,
- **DE SOLLICITER** une subvention d'un montant de 401 388 € (soit 46% du montant total de l'opération) auprès de l'État au titre du Fonds Vert 2023,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à solliciter toute subvention auprès d'autres organismes,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à effectuer toute démarche et signer tout document afférent à cette opération.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 38

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur


Jackie GOULET-CLAISSE